

COMPTER LES INVISIBLES

METTRE À PROFIT LES DONNÉES POUR TRANSFORMER LA VIE DES FEMMES ET DES FILLES D'ICI 2030



parce que Je suis une
FILLE



Tout a été mis en œuvre pour garantir l'exactitude des informations contenues dans le présent rapport au moment de sa publication et la citation de toutes les sources pertinentes. Plan International ne peut être tenu pour responsable des éventuelles inexactitudes qui pourraient s'y trouver.

Les points de vue et opinions exprimés dans la présente publication ne représentent pas nécessairement la politique officielle de Plan International.

Cette publication peut être reprise en partie en vue d'être utilisée dans le cadre de travaux de recherche, de plaidoyer et d'éducation, à condition que la source soit mentionnée. Elle ne peut être reproduite à aucune autre fin sans la permission préalable de Plan International.

Citation suggérée : *Plan International, Compter les invisibles : Mettre à profit les données pour transformer la vie des femmes et des filles d'ici 2030* (Woking, Royaume-Uni : Plan International, 2016).

ISBN 978-1-906273-76-7

© Plan International

Octobre 2016

Photo de couverture © Plan International/
Flemming Gernyx/Filles à l'école à Epworth,
un établissement informel dans l'est de
Harare, au Zimbabwe.

La rédaction de *Compter les invisibles* n'aurait pas été possible sans les conseils, la collaboration et les contributions de toute un ensemble de personnes et d'organisations. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers toutes celles et tous ceux qui ont consacré temps, expertise et soutien à la préparation du présent rapport. Nous aimerions en particulier remercier les personnes suivantes :

DE PLAN INTERNATIONAL

Anne-Birgitte Albrechtsen, *Directrice générale* ; Jacqueline Gallinetti, *Directrice de la recherche et de la gestion des connaissances* ; Gordon Glick, *Directeur des partenariats mondiaux* ; Sean Maguire, *Directeur exécutif par intérim des influences et partenariats mondiaux*.

CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES

Leila Asrari, Anne-Claire Blok, Mary Bridger, Stefanie Conrad, Tanya Cox, Rosamund Ebdon, Amanda Lundy, Alex Munive, Zara Rapaport, Adam Short, Johanne Westcott Simpson et Alison Wright.

EXAMINATEURS EXTERNES

Alexandra Farnum et Erin Hohlfelder (Bill & Melinda Gates Foundation) ; Emily Courey-Pryor, Rebecca Furst-Nichols et Stephanie Oula (Data2X) ; Shannon Kowalski, Helena Minchew et Susan Wood (Coalition internationale pour la santé de la femme) ; Trevor Davies, Kate Maloney et Timothy A. A. Stiles (KPMG LLP) ; Emily Huie, David McNair et Kate Van Waes (ONE Campaign) ; et Katja Iversen et Susan Papp (Women Deliver).

CONTRIBUTEURS

Pour leur excellentes contributions écrites, nous tenons à remercier Mayra Buvinic et Ruth Levine (Data2X) ; Gaëlle Ferrant, Keiko Nowacka et Annelise Thim (Centre de développement de l'OCDE) ; Eloise Todd (ONE Campaign) ; et Katja Iversen (Women Deliver).

RECHERCHES PRIMAIRES

Jean Casey, auteur et chercheur en chef. Un grand merci aux équipes chargées de la recherche chez Plan International Nicaragua et Plan International Zimbabwe pour leurs contributions inestimables à la recherche, tout particulièrement à Pedro Sanchez et Johana Chevez au Nicaragua, Dr Bartholomew Mupeta et Nobesuthu Mgutshini au Zimbabwe, à toutes les filles qui ont participé à l'étude, ainsi qu'aux assistants de recherche pour avoir facilité cette étude. Nous remercions enfin Linda Campbell pour ses analyses des données ainsi que Dr Terry Roopnaraine en tant que conseiller externe.

ÉQUIPE DE COMMUNICATIONS

Keira Dempsey, Sandra Dudley, Carla Jones, Davinder Kumar, Leila Lahfa, Piers Nutbrown, Danny Plunkett.

ÉQUIPE DES RAPPORTS

Auteur principal et rédactrice en chef : Zahra Sethna
Vérification des faits : Yasmine Hage
Révision d'épreuves : Catherine Rutgers
Traduction : Prime Production Ltd.

CONCEPTION

Alan Bingle et Michael Sullivan, Forty6 Design, www.forty6design.com

COMPTER LES INVISIBLES

METTRE À PROFIT LES DONNÉES POUR TRANSFORMER LA VIE DES FEMMES ET DES FILLES D'ICI 2030

Sur le chemin de
l'école dans le district
de Moyamba, en
Sierra Leone.
*Plan International/
Vincent Tremeau*



SOMMAIRE

4 : AVANT-PROPOS DU PROGRAMME À L'ACTION

6 : INTRODUCTION

ALLIER NOS FORCES EN FAVEUR DES FEMMES ET DES FILLES ET AVEC ELLES

8 : CHAPITRE 1 LA RÉVOLUTION SE POURSUIT

Une vision d'avenir	10
Présentation des partenaires fondateurs	12
ANGLE DE VUE : Lorsque nous investissons en faveur des femmes et des filles, tout le monde est gagnant – Katja Iversen, Women Deliver	14

16 : CHAPITRE 2 FEMMES INVISIBLES, FILLES INVISIBLES

La nécessité de disposer de données ventilées	18
Mesurer les progrès accomplis pour les femmes et les filles	19
ANGLE DE VUE : Est-il pire de posséder des mauvaises données que pas de données du tout ? – Mayra Buvinic et Ruth Levine, Data2X	22

24 : CHAPITRE 3 POUVOIRS DES DONNÉES ET LEURS LIMITES

Données et droits de l'homme	27
Mettre les données à profit pour alimenter un mouvement	30
ANGLE DE VUE : La pauvreté est sexiste, mais les Objectifs mondiaux ne devraient pas l'être – Eloise Todd, ONE Campaign	32

34 : CHAPITRE 4 LES FILLES PARTAGER LEURS POINTS DE VUE

Acquérir une compréhension plus approfondie	35
Résultats de pays : Nicaragua	36
Résultats de pays : Zimbabwe	40
Aperçus des recherches primaires	43
ANGLE DE VUE : Mesurer les moteurs de l'inégalité entre les sexes – Gaëlle Ferrant, Keiko Nowacka et Annelise Thim, Centre de développement de l'OCDE	44

47 : CHAPITRE 5 UN APPEL À L'ACTION

Rejoignez le mouvement, tout le monde a un rôle à jouer	50
---	----

51 : ANNEXE LACUNES CRITIQUES DES DONNÉES SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES IDENTIFIÉES PAR DATA2X

52 : RÉFÉRENCES

AVANT-PROPOS DU PROGRAMME À L'ACTION



Anne-Birgitte Albrechtsen,
Directrice
générale de Plan
International,
explique la raison
pour laquelle

l'organisation s'est engagée envers un partenariat pour veiller à ce que chaque femme et chaque fille compte et soient comptées.

L'engagement de ne laisser personne de côté figurait au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La 4^e Conférence mondiale de Women Deliver qui s'est tenue en mai 2016 à Copenhague avait pour thème principal la question de la concrétisation de cette promesse pour les femmes et les filles. Réunissant près de 6 000 défenseurs, militantes, responsables politiques et praticiens, cette conférence s'est avérée être l'une des premières plateformes importantes après l'adoption du Programme de développement durable.

Plusieurs thèmes forts ont résonné tout au long de la conférence : un sentiment d'optimisme, de détermination, et la nécessité de disposer de davantage de données, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, pour accélérer les progrès accomplis. Comme l'a très bien résumé Melinda Gates, « Nous ne pouvons pas résorber l'écart entre les sexes sans tout d'abord résorber les lacunes en matière de données ».¹

C'est la raison pour laquelle Plan International a mobilisé des partenaires du secteur privé et de la société civile aux idées

Les membres d'un projet de leadership des filles au Brésil posent pour un « selfie ».
Plan International/Natalia Moura

similaires lors de la conférence afin de donner le coup d'envoi à une initiative indépendante pour assurer le suivi des progrès accomplis en faveur des femmes et des filles au cours des 15 ans qu'ont été mis en œuvre les Objectifs mondiaux.

Notre vision est simple : un monde dans lequel de meilleurs indicateurs de l'égalité des sexes guident les décisions et les investissements capables de transformer la vie des femmes et des filles d'ici 2030.

Lors de la conférence de Women Deliver, il a été demandé avec vigueur de concrétiser les Objectifs mondiaux en adoptant des approches différentes, notamment en mettant à profit de nouveaux raisonnements et méthodes de collaboration. Notre partenariat qui réunit des organisations de différents secteurs et régions du monde, ainsi que des organisations de femmes et de filles, représente un pas dans cette direction, tout comme le présent rapport.

Entre 2007 et 2015, Plan International s'est servi de son rapport annuel *Situation des filles dans le monde* comme d'un outil de plaidoyer. En outre, ce rapport a permis de souligner quelques-uns des défis auxquels les filles sont confrontées. Chaque année, ces rapports ont été axés sur un thème particulier et ont contribué à inscrire avec vigueur les questions ayant trait aux filles à l'ordre du jour international.

Compter les invisibles porte sur une transition : il s'agit de consolider les fondations posées par le rapport *Situation des filles dans le monde*, en ouvrant la voie à une série de rapports novateurs qui explorent en détail ce que les données nous disent et se concentrent sur les données, les partenariats et le Programme de développement durable.

Au fur et à mesure que croît notre partenariat, nous continuerons d'améliorer la visibilité des invisibles en mettant mieux à profit ce que nous savons et en faisant la lumière sur ce que nous ignorons. Nous travaillerons afin de mettre à la disposition de tous les données et analyses qui comptent pour les femmes et les filles, en ciblant celles et ceux qui ont besoin de ces données, en expliquant dans quels domaines des progrès sont accomplis et en soulignant ceux qui nécessitent que davantage d'efforts soient déployés. Nous collaborerons avec les organisations locales pour garantir que les outils et compétences sont en place, afin de veiller à demander des comptes aux gouvernements en ce qui concerne leur respect des engagements mondiaux qu'ils ont pris.

Nous nous exprimerons constamment sur les questions qui comptent et amplifierons la voix des femmes et des filles, en présentant des données « qui ont une âme » mais en donnant également des aperçus directs concernant les obstacles auxquels les femmes et les filles font face et leurs expériences pour surmonter ces obstacles.



INTRODUCTION

ALLIER NOS FORCES EN FAVEUR DES FEMMES ET DES FILLES ET AVEC ELLES

Les Objectifs de développement durable ou « Objectifs mondiaux » promettent de transformer le monde dans lequel nous vivons d'ici 2030. Ils comprennent des engagements visant à mettre un terme à la pauvreté et à la faim, à lutter contre les inégalités, à améliorer la santé et l'éducation, et à combattre les changements climatiques.

Pour satisfaire à ces ambitions, il faut tout d'abord affronter une dure réalité : la plupart de ces objectifs et de ces cibles ne peuvent pas être mesurés avec précision. Prenons l'exemple des 14 indicateurs qui seront utilisés pour mesurer l'Objectif n° 5 : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles. Seuls trois des indicateurs sont

régulièrement mesurés dans la plupart des pays et font l'objet de méthodologies statistiques convenues.² Il est nécessaire de fournir davantage de travail en ce qui concerne les autres indicateurs, et/ou ces indicateurs doivent être mesurés de façon plus répandue.

Ce problème persiste eu égard à tous les objectifs. Moins de la moitié des 231 indicateurs officiels comportent des données disponibles au niveau mondial, ainsi que de méthodologies et normes convenues.³ Il est urgent d'aborder ce problème, car les progrès en faveur des femmes et des filles ne se limitent pas qu'à un seul objectif. Chaque objectif doit être mesuré de façon adéquate, car il affecte directement ou indirectement la vie de tous.

Des femmes s'occupent des plantes dans le jardin d'une école à Koupéla (Burkina Faso).

Plan International/Alf Berg



Les données ne constituent pas la seule réponse, mais elles représentent un ingrédient indispensable à la création d'un changement transformateur. Des données fiables et crédibles contribuent à révéler les causes profondes des inégalités, à mesurer ce qui marche et ce qui ne marche pas, et à déterminer les programmes et politiques susceptibles d'avoir le plus d'impact.

Le succès des Objectifs mondiaux dépend en partie de l'amélioration de nos méthodes de collecte, d'analyse, de diffusion et d'utilisation des données. Il n'y a pas de solution miracle ou instantanée. Outre de la patience et de la persévérance, une révolution des données sur l'égalité des sexes nécessitera davantage d'investissements, de meilleures capacités et une volonté politique et une exigence publique accrues. Les gouvernements, les instituts universitaires, la société civile et les entreprises auront tous besoin d'être mobilisés dans le suivi des progrès, par respect du principe de responsabilisation et pour éliminer les stéréotypes sexistes.

Le rapport Compter les invisibles : Mettre à profit les données pour transformer la vie des femmes et des filles d'ici 2030

examine la situation actuelle des données sur l'égalité des sexes. Ce rapport identifie certaines approches qu'il sera nécessaire d'adopter au cours des 15 prochaines années, et présente un nouveau partenariat dynamique que mène Plan International.

Le **Chapitre 1** décrit une nouvelle coalition de partenaires que Plan International a réunie afin de mesurer les progrès accomplis en faveur des femmes et des filles par rapport aux Objectifs mondiaux et d'en assurer le suivi. Il présente des informations concernant les six partenaires fondateurs et détaille la vision et l'intention du partenariat de devenir la principale source d'information afin de demander des comptes aux gouvernements et aux parties prenantes qui ont pour obligation de s'acquitter des engagements qui sont les leurs dans le domaine de l'égalité des sexes.

Le **Chapitre 2** se penche sur la définition de ce que constituent les « données sur l'égalité des sexes » et l'importance que ces données revêtent. Il examine la nécessité d'une meilleure ventilation afin d'exposer les différences et les inégalités entre les groupes et au sein même de ces groupes, et identifie certains indicateurs qui doivent être renforcés afin d'assurer le suivi des progrès réalisés en faveur des femmes et des filles au cours des 15 prochaines années.

Le **Chapitre 3** fournit des précisions sur les limites et les enjeux impliqués dans la collecte et l'analyse des données, se penche sur les questions liées à l'éthique des données et sur les questions relatives à la protection et aux droits de l'homme, et offre des exemples sur la façon dont les données sont à même de jouer un rôle moteur dans le changement transformateur.

Le **Chapitre 4** montre comment les recherches qualitatives peuvent révéler des aperçus précieux qui viennent compléter les données quantitatives. Ce chapitre, qui explore la réalité et le vécu des filles qui signalent se sentir marginalisées, présente les points saillants des recherches primaires ainsi que les témoignages originaux d'adolescentes originaires du Nicaragua et du Zimbabwe.

Le **Chapitre 5** fait office de conclusion du présent rapport et comporte **un appel à l'action** adressé à celles et ceux qui préparent les données afin que celles-ci soient publiées et faciles à utiliser ; à celles et ceux qui disposent de données de les utiliser de manière à mieux faire connaître la situation des femmes et des filles, et à celles et ceux qui n'ont pas de données d'en exiger. Certaines recommandations particulières sont formulées concernant la nécessité de :

- **Accélérer les efforts pour alimenter la révolution des données sur l'égalité des sexes.** Il est essentiel d'améliorer nos connaissances actuelles au sujet de la vie, du bien-être et de la protection des femmes et des filles si l'on veut atteindre les Objectifs mondiaux d'ici 2030.

- **Investir dans les capacités nationales en matière de**

statistiques et les renforcer. Nous ne satisferons à notre ambition visant à toucher les plus exclues et à ne laisser personne de côté que grâce à des données solides et fiables.

- **Adopter différents types et sources de collecte et d'analyse de données.** Nous aurons besoin de tout un éventail d'informations pour veiller à effectuer des mesures précises, et répondre aux vécus et réalités des femmes et des filles au cours des 15 prochaines années.

- **Mettre à profit les preuves et les données pour orienter notre action et bâtir un mouvement.** Les données, pas seulement les statistiques, mais aussi les histoires personnelles qu'elles abritent, sont susceptibles d'être des outils puissants dans les mains des défenseurs des droits des femmes et des filles.

- **Veiller à ce que la collecte et l'analyse des données soient sûres et qu'elles respectent les règles de déontologie.** Il n'est pas seulement indispensable de partager les données, mais il en va également de la responsabilité de chacun de protéger autrui contre tout préjudice potentiel susceptible d'être causé par une exploitation abusive des données.

Compter les invisibles présente également les points de vue des principaux défenseurs, spécialistes des données et chercheurs qui offrent leurs avis au sujet de ce qui doit être fait ainsi que des exemples concernant la façon de le faire.

Katja Iversen de Women Deliver discute de l'importance d'investir dans le potentiel des femmes et des filles, notamment dans les données en leur faveur et à leur sujet, qui représente l'un des moyens les plus judicieux d'accomplir des progrès pour tous.

Mayra Buvinic et Ruth Levine de Data2X exposent les problèmes qui découlent des « mauvaises données » ou de l'« absence de données », et concluent qu'il est souvent plus trompeur de posséder des données de qualité inférieure sur les femmes et les filles que de n'en posséder aucune.

Eloise Todd de ONE Campaign examine le rôle que les données peuvent jouer pour rendre un plaidoyer efficace, en se servant de l'exemple de la campagne intitulée *La pauvreté est sexiste* de l'Organisation, et les défis rencontrés en raison de l'insuffisance des données.

Enfin, Gaëlle Ferrant, Keiko Nowacka et Annelise Thim du Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) décrivent comment l'indice Institutions sociales et Égalité homme-femme peut être mis à contribution pour effectuer le suivi des changements d'attitude, des perceptions et des normes, en donnant l'exemple d'une étude nationale menée en Ouganda qui souligne la façon dont les normes sociales et les pratiques coutumières affectent les tendances en matière de mariage précoce des filles.

CHAPITRE 1

LA RÉVOLUTION SE POURSUIT



Des journalistes radio en herbe assistent à une séance de formation à Makeni (Sierra Leone).
Gina Nemirofsky/10x10act.org

Les possibilités offertes aux femmes et aux filles se sont considérablement améliorées au cours des dernières décennies. Désormais, moins de femmes et de filles meurent en accouchant.⁴ Davantage de filles sont scolarisées dans le primaire.⁵ Les taux de mariage d'enfants sont en baisse,⁶ et le nombre de femmes députées a accusé une hausse au cours de ces dix dernières années.⁷ En outre, chaque jour, de nouvelles voix s'élèvent et s'expriment avec un regain de vitalité, pour veiller à ce que les femmes et les filles ne soient pas seulement incluses dans le programme de développement, mais à ce qu'elles y jouent un rôle central.

Le chemin n'a pas été facile. Cependant, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles continuent de symboliser une promesse non tenue dans la plupart des régions du monde. En 2014, plus de 100 millions de jeunes femmes habitant dans des pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur ne pouvaient pas lire une phrase en tout ou partie.⁸ Les filles qui ne sont pas scolarisées sont plus susceptibles que les garçons de rester exclues de l'éducation.⁹ Les femmes de chaque région consacrent plus d'heures que les hommes au travail non rémunéré tel que les soins et les tâches domestiques de nettoyage et de cuisine, ce qui leur laisse moins de temps pour apprendre, se reposer et prendre soin d'elles.¹⁰ Dans tous les pays disposant de données, les femmes gagnent moins d'argent que les hommes,¹¹ tout ceci en dépit d'accords internationaux largement adoptés tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing et le Programme de développement durable.

Ce programme et les Objectifs mondiaux qui y sont repris font état d'une ambition particulière à atteindre l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes et les filles. Il est également reconnu de manière explicite que la contribution des femmes et des filles est indispensable à la réalisation de progrès à travers l'intégralité du programme. Grâce aux efforts de militants infatigables, la plupart des objectifs sont dotés de cibles et d'indicateurs particuliers liés aux femmes et aux filles.

Mais à quoi servent les objectifs et les cibles si les efforts pour les atteindre ne sont pas mesurés de manière adéquate ?

Bien que des gains importants aient été enregistrés pendant l'ère des objectifs du Millénaire pour le développement, alors qu'ils œuvraient pour atteindre ces objectifs, les pays se servaient en grande partie de moyennes nationales pour mesurer leur réussite. Les stratégies pour parvenir à une large couverture se sont souvent concentrées sur les personnes auxquelles il était le plus facile à accéder ou à celles dont la situation pouvait être le plus facilement améliorée. Beaucoup de pauvres, dont les plus exclus et les plus difficiles à atteindre, notamment des millions de femmes et de filles, sont restés invisibles, continuant de lutter aux marges de la société.

Tout au long des 15 prochaines années, la communauté internationale doit mesurer les progrès accomplis en se penchant sur davantage que des moyennes statistiques. Nous devons nous assurer que personne ne soit oublié, encore moins celles et ceux qui sont confrontés à des désavantages majeurs imputables à des facteurs tels que leurs sexe, âge, race, origine ethnique, religion, orientation sexuelle, incapacité, situation migratoire ou économique.

Ceci nécessitera d'aborder un certain nombre de défis clés, notamment de consolider la volonté politique pour résorber les écarts et de veiller à ce que les progrès concernent tout le monde, en améliorant la quantité et la qualité des données sur les femmes et les filles par rapport auxquelles les progrès sont mesurés, et en renforçant les structures de responsabilisation pour exiger des comptes de la part des gouvernements par rapport à leurs engagements mondiaux.

L'égalité des sexes continue de symboliser une promesse non tenue dans la plupart des régions du monde.

UNE VISION D'AVENIR

Pour contribuer au suivi et à la responsabilisation au niveau mondial, Plan International est à la tête d'une coalition de partenaires afin de mesurer les progrès réalisés pour les femmes et les filles au cours des 15 prochaines années. Ce partenariat a pour vocation de produire une méthode de suivi indépendante, conçue en vue de devenir la principale source d'information pour les défenseurs, les militants, les gouvernements, les partenaires de la société civile et autres œuvrant à la réalisation de l'égalité des sexes. L'objectif ultime consiste à alimenter un mouvement visant à inciter les gouvernements à respecter leurs engagements.

Au-delà de l'accent que ce partenariat met sur le genre, c'est l'éventail d'expériences et de capacités réunies en provenance de différentes régions du monde et divers domaines de travail qui en fait un partenariat unique. Des associations locales au secteur privé, les partenaires et les donateurs ont été sélectionnés pour veiller à ce que l'initiative donne naissance à une voix audacieuse, indépendante et représentative au niveau mondial.

L'importance de ce genre de partenariats plurisectoriels a été reconnue dans le programme final à l'horizon 2030, qui appelle à « un Partenariat mondial revitalisé pour le développement durable, qui sera mû par un esprit de solidarité renforcé ». ¹² Les partenariats comme celui-ci peuvent partager les connaissances, l'expertise et la technologie, et mobiliser les ressources financières pour appuyer la réalisation des Objectifs mondiaux dans tous les pays.

Pour veiller à ce que le dispositif de suivi soit aussi utile que possible pour un plaidoyer et une élaboration de politiques fondés sur des faits, les partenaires mettront au point des rapports, feuilles de résultat, visualisations des données et autres documents adaptés aux besoins des deux principaux publics, à savoir les mouvements des femmes et des filles de la société civile, et les décideurs du gouvernement.

Ces groupes cibles ont été choisis car les mouvements des femmes et des filles de la société civile, tout particulièrement les réseaux ou organisations locaux, sont les mieux placés pour exercer des pressions sur les gouvernements afin que ces derniers adoptent des politiques qui sont les plus susceptibles de transformer la vie des femmes et des filles. Les décideurs du gouvernement déterminent à leur tour



les politiques et les investissements qui ont une incidence directe sur le respect des engagements pris vis-à-vis des femmes et des filles.

Le secteur privé et les institutions multilatérales peuvent également compter parmi les cibles supplémentaires étant donné qu'ils représentent aussi des partenaires précieux et partagent la responsabilité de veiller à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Reconnaissant que beaucoup d'autres ont une responsabilité en matière d'atteinte des Objectifs mondiaux, les partenaires s'efforceront de travailler en étroite collaboration avec autant de parties prenantes que possible, y compris avec les agences onusiennes et les gouvernements nationaux, pour veiller à ce que tous les efforts soient complémentaires et cohérents, et qu'ils

Des enfants jouent dans l'eau en Colombie.
Mauricio González



mettent à profit les données les plus pertinentes et les plus actualisées.

Au-delà des efforts de suivi des données officielles des Nations Unies, les partenaires puiseront dans les données originales et qualitatives ainsi que sur les perceptions pour mieux refléter la réalité des femmes et des filles. En posant directement des questions aux femmes et aux filles, les données ainsi obtenues compléteront les données statistiques et offriront des preuves plus riches de la question de savoir si les gouvernements remplissent véritablement leurs engagements.

Au cours de la première phase de l'initiative, les partenaires présenteront des indicateurs prioritaires sélectionnés à suivre et fourniront des commentaires sur la raison pour laquelle chaque indicateur est indispensable pour raconter l'histoire des femmes et des filles pendant l'ère des Objectifs

mondiaux. Une analyse sera menée afin de déterminer les données officielles qui sont disponibles pour assurer le suivi des indicateurs prioritaires et les lacunes qui restent à combler.

Le dispositif de suivi se veut mondial, mais il laissera également la place à des approfondissements thématiques, régionaux et propres à chaque pays. Les partenaires mettront au point des plans mondiaux et conjoints de plaidoyer et de communications et travailleront directement avec les mouvements des femmes et des filles dans des pays sélectionnés pour veiller à ce que les résultats, aperçus et recommandations poussent les responsables de politiques, les décideurs et autres à prendre des mesures. Nous veillerons également à ce que ces données convaincantes parviennent aux mains de ceux qui suscitent un changement positif et durable tant aux échelons mondial et national que local.

PRÉSENTATION DES PARTENAIRES FONDATEURS

Il est possible d'atteindre des résultats significatifs lorsque tout un éventail d'acteurs œuvrent ensemble à la réalisation d'un objectif commun. Les organisations suivantes se sont déjà engagées à collaborer dans le cadre de cette initiative importante.

data2x^o

partnering for a
gender data revolution

Initiative de la fondation des Nations Unies, **Data2X** est une plateforme technique et de plaidoyer collaborative qui se consacre à l'amélioration de la qualité, de la disponibilité et de l'utilisation des données sur l'égalité des sexes pour amener un changement concret dans la vie des femmes et des filles à travers le monde. Inspirée de la croyance selon laquelle il ne peut y avoir d'égalité des sexes sans égalité des données, Data2X collabore avec les agences onusiennes, les gouvernements, la société civile, les universitaires et le secteur privé pour combler les lacunes de données sur l'égalité des sexes afin d'améliorer les politiques, les stratégies et la prise de décision à l'appui de l'égalité des sexes.

Data2X cherche à changer la manière dont les données sur l'égalité des sexes sont comprises, recueillies et utilisées, grâce à une combinaison de plaidoyer stratégique en matière de politiques et de partenariats techniques pour promouvoir la résorption des lacunes de données dans cinq domaines de développement, à savoir la santé, l'éducation, les possibilités économiques, la participation politique et la sécurité humaine. Il est nécessaire que se produise une révolution des données sur l'égalité des sexes afin d'assurer le suivi des progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable et pour finir par les atteindre.



INTERNATIONAL WOMEN'S
HEALTH COALITION

Depuis 1984, la **Coalition internationale pour la santé de la femme (CISF)** a pris des positions courageuses pour promouvoir les droits et la santé sexuels et procréatifs des femmes, et a remporté des victoires politiques pour les femmes et les filles tant à l'international qu'au sein des communautés locales. La CISF jette des ponts entre les réalités locales et la politique internationale en mettant en contact les femmes et les jeunes des pays du Sud avec les principaux décideurs. Ce faisant, la CISF amène les voix locales à la table mondiale des débats, permettant ainsi à son tour de rendre les processus et politiques plus compréhensibles et plus applicables à l'échelle locale.

La CISF s'engage résolument à aider les jeunes femmes à devenir de nouvelles championnes du mouvement mondial des femmes. L'Organisation donne aux jeunes féministes les outils et la formation nécessaires pour plaider auprès de leurs gouvernements et des Nations Unies. Par le biais de ses ateliers *Plaidoyer en pratique*, la CISF a soutenu plus de 200 jeunes militantes originaires de 54 pays afin qu'elles deviennent des militantes de premier ordre. À leur tour, ces militantes assument un rôle actif dans la promotion des politiques et l'obtention d'un financement pour des programmes efficaces.



KPMG International jouit d'une longue tradition de collaboration dans le secteur du développement, aidant les gouvernements,

les entreprises et les organisations de la société civile à remplir leurs objectifs. En tant que l'un des principaux prestataires de services professionnels au secteur du développement, la société offre une riche expertise interprofessionnelle en répondant aux défis d'aujourd'hui dans le domaine de la prestation de solutions audacieuses pour remplir les Objectifs mondiaux de développement durable.

Dans ce contexte de plus en plus complexe, KPMG comprend les opportunités et les questions liées, entre

autres, à la transparence, à la gouvernance, à la responsabilisation, à la gestion des risques, au suivi-évaluation et à la supervision de projets qui se présentent. Grâce à son réseau mondial de spécialistes offrant des solutions novatrices, KPMG met à profit les données et les analyses pour améliorer le processus de prise de décisions et a élaboré des outils tels que l'indice *Change Readiness Index* pour orienter les actions et les aperçus stratégiques.

KPMG connaît très bien l'impact transformateur qu'a l'autonomisation des femmes et des filles. La société est impliquée dans les secteurs public et privé dans la mise en œuvre de solutions et le travail de collaboration en partenariats visant à créer un monde plus prospère, résilient et inclusif.



ONE est une organisation de campagne et de plaidoyer qui regroupe plus de 7 millions de personnes dans le monde et prend des mesures pour mettre fin à l'extrême pauvreté et éradiquer les maladies évitables, tout particulièrement en Afrique. Que l'Organisation exerce des pressions sur les dirigeants politiques dans les capitales ou qu'elle organise des campagnes locales de pointe, elle incite les gouvernements à faire plus pour lutter contre le SIDA et les autres maladies évitables et traitables dans les régions les plus pauvres du monde, pour autonomiser les petits exploitants agricoles, pour élargir l'accès à l'énergie et pour lutter contre la corruption, de sorte que les gouvernements soient redevables envers leurs citoyens, le tout dans le but d'éliminer la pauvreté extrême.

La lutte pour mettre fin à la pauvreté va de pair avec celle pour l'élimination des inégalités entre les sexes, car les investissements axés sur les femmes et les filles engendrent des dividendes en permettant de faire sortir plus rapidement tout le monde de la pauvreté. Reconnaissant que ces investissements sont essentiels pour mettre fin à la pauvreté extrême, la campagne intitulée *La pauvreté est sexiste* de ONE vise à influencer les dirigeants afin qu'ils adoptent des politiques et des décisions clés qui placent les femmes et les filles au cœur du programme de développement mondial.



Plan International aspire à un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité des filles. Depuis plus de 75 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 70 pays.

Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables. Mettant son assise, son expérience et ses connaissances à profit, Plan International adopte une approche qui consiste à susciter un changement dans les pratiques et politiques qui profitent aux enfants tant aux niveaux local et national que mondial.

Grâce à la recherche, au plaidoyer et au développement des communautés locales, l'Organisation fait la promotion des droits des enfants et des jeunes et leur permet de se préparer aux chocs et à l'adversité et d'y faire face.

Par l'intermédiaire de son travail, l'organisation cherche à valoriser les filles et à mettre un terme à l'injustice dont elles sont victimes de sorte qu'elles puissent faire valoir leurs droits. L'initiative intitulée *Parce que je suis une fille* est à l'heure actuelle l'initiative mondiale la plus importante de Plan International. Il s'agit d'un mouvement auquel l'organisation a donné le coup d'envoi pour garantir que les filles peuvent apprendre, diriger, décider et s'épanouir, où qu'elles se trouvent.

WOMEN DELIVER

En tant qu'organisation mondiale de défense de la santé, des droits et du bien-être des femmes et des filles de premier rang, **Women Deliver** concentre son action en réunissant des voix et intérêts divers pour promouvoir les progrès, en mettant en particulier l'accent sur les droits et la santé maternels, sexuels et procréatifs.

Les communications à fort impact et les stratégies de plaidoyer, l'accès aux personnes influentes, la participation à des coalitions et à des initiatives clés et le renforcement des capacités des jeunes et de la société civile sont autant de marques de fabrique de l'organisation. Se servant d'une

multitude de plateformes, des conférences aux initiatives en passant par des outils de communication, Women Deliver avance les meilleures idées et aperçus de ce qui marche et les appels à action, et elle équipe la société civile afin que celle-ci mène des plaidoyers en faveur de l'investissement dans le potentiel des femmes et des filles.



LORSQUE NOUS INVESTISSONS EN FAVEUR DES FEMMES ET DES FILLES, TOUT LE MONDE EST GAGNANT

DE KATJA IVERSEN, PRÉSIDENTE ET PDG, WOMEN DELIVER

Les preuves en provenance des quatre coins du monde indiquent ce que nous savions déjà par expérience depuis des décennies : les femmes et les filles sont des moteurs du développement. Donnez-leur accès aux soins de santé, et elles contribueront à produire des familles plus résilientes. Donnez-leur le potentiel d'apprendre et de gagner leur vie, et elles engendreront des économies plus solides. Donnez-leur des possibilités, elles vous fourniront des solutions.

Nous savons que le fait d'investir dans le potentiel des femmes et des filles, tout particulièrement au profit de leurs droits et de la santé maternels, sexuels et procréatifs, de leur éducation et de leur autonomisation économique et politique représente l'un des moyens les plus intelligents de promouvoir les progrès pour tous.

Pourtant, en dépit des preuves irréfutables dont nous disposons en ce sens, les décideurs n'ont cessé d'ignorer les femmes et les filles auxquelles ils n'accordent aucune priorité. On leur refuse l'accès aux services de santé. Elles sont confrontées à des obstacles en matière d'éducation. Elles sont exposées à la violence sexiste et sont victimes de discrimination lorsqu'elles cherchent à pourvoir un poste au gouvernement ou lorsqu'elles tentent d'obtenir un logement ou un financement pour sortir leur famille de la pauvreté.

Malgré les gains concrets enregistrés en matière de développement, notamment les progrès réalisés dans le domaine de la parité des sexes dans les salles de classe et les réductions de la mortalité maternelle, il reste encore

beaucoup d'efforts à fournir pour aplanir véritablement les inégalités subies par les femmes et les filles. Pourquoi ? En partie en raison du manque de données et de preuves, de financement et de politiques axés sur les femmes et les filles. En partie également parce que les initiatives existantes œuvrent de façon isolée, et ne parviennent pas à reconnaître la nature transversale des problèmes rencontrés.

Pour accroître la parité dans le domaine de l'éducation, il ne suffit pas d'inscrire les filles à l'école par exemple, tout particulièrement dans l'enseignement secondaire et tertiaire. Une approche globale est requise pour éliminer les frais de scolarité, tenir compte des questions de sécurité et de restrictions de déplacement des étudiantes vivant dans des zones reculées, garantir des installations sanitaires et des services d'approvisionnement en eau séparés pour les filles et les garçons, empêcher le mariage d'enfants et se concentrer sur la qualité de l'enseignement, de sorte que les filles soient capables d'avoir toute leur place au sein de l'économie officielle une fois l'école finie.

Nous devons éliminer la mentalité de travail en vase clos afin que les efforts en matière de développement au cours des 15 prochaines années se concentrent sur la santé, les droits et le bien-être des femmes, et s'appuient sur les bases solides d'une intégration et d'une collaboration intersectorielles.

DELIVER FOR GOOD

Depuis 2008, Women Deliver contribue à développer et continue de promouvoir l'argument en faveur d'un investissement dans le potentiel des femmes et des filles auprès de ses partenaires et notamment de la Banque

mondiale et de McKinsey & Company, et c'est sur ce thème qu'a été axée la 4^e Conférence mondiale de Women Deliver qui s'est tenue au mois de mai 2016. La préparation de l'argument en faveur d'un investissement dans le potentiel des femmes et des filles est également au cœur d'une nouvelle campagne de plusieurs années intitulée *Deliver for Good* que Women Deliver et ses partenaires ont lancée à l'occasion de la conférence en 2016.

Il n'est pas seulement juste d'investir dans la santé, les droits et le bien-être des femmes et des filles du point de vue des droits de l'homme, c'est aussi une décision judicieuse d'un point de vue économique. Les gouvernements et les autres acteurs doivent investir dans le potentiel des femmes et des filles, tant sur le plan politique que sur le plan financier et des programmes, car c'est de cette manière que nous réaliserons les Objectifs mondiaux et que nous en tirerons des bénéfices économiques et sociaux considérables pour les décennies à venir.

Beaucoup de modèles positifs peuvent être imités et adaptés, notamment certaines initiatives qui apportent eau et assainissement aux écoles en Zambie,¹³ qui œuvrent pour mettre fin au mariage d'enfants au Malawi,¹⁴ qui éduquent les maris au sujet de l'importance de la contraception au Niger,¹⁵ et qui améliorent les soins obstétricaux au Cambodge.¹⁶

Tous ces investissements sont astucieux, et les données ont joué un rôle très important en prouvant leur valeur. Réfléchissez un instant aux services de planning familial : chaque dollar dépensé dans ce domaine a le potentiel d'engendrer des bénéfices d'une valeur allant jusqu'à 120 dollars,¹⁷ ce qui rend les investissements dans la



Sohkat, 13 ans,
joue avec ses
amis dans les
faubourgs de
Siem Reap,
Cambodge.
Plan International
/ Richard
Wainwright

santé sexuelle et procréative et l'accès à la contraception indispensables à la santé et au bien-être des femmes, et rentables.

Les femmes qui possèdent les mêmes droits de succession et de propriété que les hommes gagnent un revenu presque quatre fois supérieur à celles qui ne peuvent se prévaloir de tels droits.¹⁸ L'investissement dans les droits de propriété et la sécurité de jouissance des terres représente une autre solution efficace et à long terme pour promouvoir l'autonomisation économique et éliminer la pauvreté.

Un investissement qui permettra de contribuer aux progrès réalisés dans tous les domaines porte sur l'appui de l'enregistrement des actes civils et des statistiques de l'état civil : la collecte et la gestion des données. Les femmes et

les filles comptent, et nous devons donc les compter.

Les données et les statistiques actuelles continuent dans une grande mesure de ne pas tenir compte des femmes et des filles de manière appropriée. Nous devons combler les lacunes de données sur l'égalité des sexes afin d'aider à révéler la nécessité d'investir dans le potentiel des femmes et des filles, tout comme dans les possibilités d'investissements qui en découlent. Sans données fiables, les décisions qui se prennent sont mal fondées. En accroissant la visibilité des femmes et des filles, les données fiables peuvent contribuer à formuler des politiques et programmes plus efficaces. En outre, aux mains de la société civile, des données fiables peuvent aussi aider à exiger des comptes de la part des gouvernements et des autres personnes

influentes qui sont responsables et redevables.

Les femmes et les filles sont de formidables actrices du changement. Au vu des enjeux de taille qui se profilent à l'horizon, le monde ne peut plus se permettre de les ignorer. Nous devons les compter et compter sur elles. Leurs voix doivent se faire entendre dans les foyers, les communautés, les sociétés et les sphères du pouvoir.

Les femmes portent bien plus que des bébés. Ou de l'eau. Elles portent la charge des familles. Des entreprises. Des communautés. Elles portent également en elles un potentiel et des solutions. Et lorsque nous tenons compte d'elles et investissons dans leur santé, leurs droits et leur bien-être, ce sont des pays entiers qu'elles soulèvent, et tout le monde est gagnant. ■

CHAPITRE 2

FEMMES INVISIBLES, FILLES INVISIBLES



Des élèves au Myanmar apprennent comment répondre aux catastrophes et atténuer les risques liés aux changements climatiques.

Plan International

Des millions de filles sont invisibles en raison du manque de données crédibles et opportunes.

Pour beaucoup de personnes, un simple clic de souris ou un tapotage sur un clavier ou un écran tactile révèle une manne d'informations importantes sur qui nous sommes, où nous vivons et les types de produits, services et expériences dont nous pouvons bénéficier, ainsi que des informations vitales concernant notre santé ou notre sécurité.

Pour le meilleur ou pour le pire, l'utilisation répandue de la technologie a mené à des changements de très grande envergure dans la façon dont les particuliers, les entreprises et les gouvernements sont capables d'enregistrer, de recueillir, de stocker et d'analyser les informations, au point où nombreux sont ceux qui disent que nous vivons une révolution de l'information.

Mais cette révolution n'a pas pénétré dans tous les foyers sur un pied d'égalité et des millions de personnes continuent d'être invisibles en raison du manque de données crédibles et opportunes. Les femmes et les filles comptent parmi les personnes les moins visibles, car certaines données qui sont recueillies à l'heure actuelle ne reflètent pas correctement les défis particuliers auxquels elles font face, et les autres données pertinentes pour leur vie ne sont pas du tout collectées.

Il se peut par exemple que nous sachions combien de filles sont scolarisées, mais nous ne mesurons pas de manière adéquate le nombre d'entre elles qui quittent l'école pour diverses raisons, notamment le mariage, une grossesse, les violences sexuelles, les frais de scolarité ou un manque de possibilités d'emploi après leurs études. Comment pouvons-nous améliorer l'accès de chaque fille à l'éducation si nous n'effectuons pas le suivi de certains des facteurs les plus importants qui limitent leurs chances ?

La plupart des sources officielles recueillent uniquement les données concernant les femmes et les filles âgées de 15 à 49 ans, en conséquence de quoi nous ne savons que peu de choses sur les quelque deux millions d'enfants qui naissent chaque année de mères âgées de moins de 15 ans dans les pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur.¹⁹ Les jeunes mères adolescentes sont pratiquement invisibles aux yeux des décideurs. Comment pouvons-nous comprendre leur vie et nous attaquer au problème de la grossesse chez les très jeunes filles si les statistiques officielles ignorent leur existence ?

Dans beaucoup de pays, les informations concernant l'expérience de la pauvreté et l'exposition à la pauvreté des femmes et des filles ne sont pas disponibles.²⁰ Bien que plus de la moitié des pays disposent de données sur les violences au sein du couple,²¹ les différences tant de qualité que de définitions rendent difficile toute comparaison de ces résultats entre les pays. Moins de la moitié de tous les pays en voie de développement disposent d'informations ventilées par sexe concernant le chômage, la participation à la population active, la situation professionnelle et la profession pendant au moins deux périodes entre 2005 et 2014.²²

DÉFINIR LES DONNÉES SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

L'expression « données sur l'égalité des sexes » désigne les données qui reflètent de manière adéquate les différences et révèlent les inégalités dans la situation des femmes, des filles, des hommes et des garçons. Les données sur l'égalité des sexes peuvent guider les politiques et les programmes qui profitent à toute la société, et comprennent :

- les données ventilées par âge et par sexe
- les données qui reflètent les inégalités des sexes et les questions y afférentes
- les données qui soulignent la réalité et la diversité de la vie des femmes, des filles, des hommes et des garçons
- les données recueillies à l'aide de méthodes et de concepts qui tiennent compte des préjugés sexistes dans le classement et la collecte des données.²³

Lieu, 14 ans,
prépare le thé chez
elle au Viêt-Nam.
*Plan International /
Erik Thallaug*



Nos connaissances comportent cependant de nombreuses lacunes. Nous ne possédons que peu d'informations sur l'accès des femmes à la protection sociale. Nous ne disposons que de peu de mesures de la qualité et de la quantité du travail des femmes, qu'il s'agisse de travail rémunéré ou non rémunéré, dans le secteur formel ou informel. Nombre de pays sont toujours incapables de déterminer avec précision où et quand les filles sont nées, où elles ont fréquenté l'école et pendant combien de temps, combien d'heures les femmes et les filles travaillent, s'il s'agit d'un travail qui est rémunéré, si elles sont victimes de violences et comment, quand et où elles meurent.

Entre 2000 et 2015, période de mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, au mieux 70 pour cent seulement des données nécessaires pour assurer le suivi des principaux indicateurs étaient disponibles pour toute période de cinq ans.²⁴ Ce manque d'informations de qualité a souvent débouché sur une planification, une prise de décisions et une attribution des ressources médiocres.

Nous avons le potentiel de faire mieux dans le cadre des Objectifs mondiaux. Mais nous devons tout d'abord répondre à deux questions fondamentales, à savoir la question de combler les lacunes en l'absence de données, et celle d'améliorer la qualité de certaines des données que nous possédons.

LA NÉCESSITÉ DE DISPOSER DE DONNÉES VENTILÉES

Les données ventilées, à savoir le fait de diviser les informations en sous-ensembles plus petits, représentent

une manière importante de découvrir les différences et les inégalités entre les groupes. Le fait de ventiler le nombre d'enfants scolarisés, fréquentant l'école et achevant les différents niveaux d'instruction en fonction de l'âge et du sexe,²⁵ peut par exemple révéler s'il existe de fortes disparités entre les filles et les garçons à différents stades de leur vie.

La ventilation par âge est tout particulièrement importante pour faire la distinction entre les défis particuliers auxquels les personnes sont confrontées durant leur cycle de vie et d'y répondre. Les enquêtes auprès des ménages définissent par exemple « l'âge de procréation » comme correspondant au groupe d'âge des 15-49 ans, mais la période d'activité sexuelle et de reproduction de beaucoup de filles et de garçons commence avant l'âge de 15 ans et se termine après l'âge de 49 ans. Pour comprendre la situation des groupes qui sont souvent invisibles, les indicateurs doivent inclure les adolescentes plus jeunes et les femmes de plus de 49 ans.

Les données ventilées sont particulièrement utiles dans les contextes humanitaires où les femmes et les filles sont confrontées à des risques et des vulnérabilités uniques. Un examen des indicateurs de suivi et d'évaluation de 2013 mis à profit par 11 agences dans le secteur humanitaire a révélé que seuls 2 pour cent des 1 680 indicateurs étaient ventilés par sexe.²⁶

Nous savons à présent l'importance du rôle que peuvent jouer les données ventilées par sexe et par âge dès le début d'une situation d'urgence. Ces informations sont vitales pour identifier les lacunes en matière de protection, concevoir et

cibler correctement les interventions et évaluer les réponses. Cependant, la collecte de données ventilées fiables nécessite des ressources qui sont souvent accordées en priorité à d'autres phases de l'intervention humanitaire.

Dans les contextes tant humanitaires que de développement, la ventilation des données doit également aller au-delà de l'âge et du sexe, car les personnes ne relèvent pas d'un groupe ou d'un autre de façon homogène, et les généralisations peuvent s'avérer trompeuses. Le fait de recenser les données ventilées en fonction d'autres attributs tels que l'origine ethnique, l'appartenance religieuse, le handicap, l'emplacement, la situation de famille, la richesse, l'orientation ou l'identité sexuelles, permet une analyse plus nuancée de la manière dont le sexe et l'âge influencent d'autres attributs, ce qui place parfois les femmes et les filles dans une situation encore plus désavantageuse.

Pour certains groupes de personnes, l'exclusion sociale systématique issue d'inégalités multiples et qui se cumulent limite gravement leurs chances dans la vie. L'exclusion peut survenir lorsque certaines personnes sont perçues comme ayant un statut moindre ou une valeur inférieure à celle d'autrui, lorsque les gens vivent à des endroits difficiles d'accès ou qui les rendent plus faciles à ignorer, lorsqu'ils sont désavantagés en raison d'un accès inégal aux avoirs et aux possibilités, ou lorsqu'ils n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne les questions qui affectent leur vie.²⁷ Ces injustices produisent un effet, mais lorsqu'elles se chevauchent et se recourent, il peut être encore plus dur de surmonter l'exclusion sociale qui en découle.

Sans la ventilation des données, il sera impossible de savoir si l'objectif de n'oublier personne dans le programme à l'horizon 2030 aura été rempli. Bien que l'Objectif 17 inclut une cible particulière qui appelle à la ventilation par revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap, emplacement géographique et autres caractéristiques pertinentes, les moyens pour ce faire ne sont pas clairs.

MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS POUR LES FEMMES ET LES FILLES

Les 231 indicateurs qui forment la base de l'examen des progrès vers la réalisation des Objectifs mondiaux ont été appelés la « dernière pièce manquante » du Programme à l'horizon 2030. Il est clair toutefois que beaucoup de travail reste à fournir pour que les indicateurs soient réellement capables de mesurer l'impact des politiques, des stratégies et des pratiques, tout particulièrement pour les personnes les plus marginalisées.

Le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux Objectifs de développement durable a partagé les indicateurs en trois groupes, en faisant remarquer que les indicateurs sont clairs d'un point de vue conceptuel, qu'ils disposent d'une méthodologie et de normes

établies et que les pays produisent régulièrement des données:

- Dans la Catégorie I, la méthodologie et les normes sont entièrement développées, et les données sont disponibles.
- Dans la Catégorie II, la méthodologie et les normes sont développées, et les données sont très insuffisantes.
- Dans la Catégorie III, il est nécessaire de fournir un travail méthodologique pour développer l'indicateur, et aucune donnée n'est disponible.

L'achèvement du cadre d'indicateurs constitue un début et non une fin en soi : seuls 40 pour cent des indicateurs relèvent de la catégorie 1 alors que 50 indicateurs relèvent de la Catégorie II. La catégorie III inclut 78 indicateurs qui nécessitent un travail supplémentaire avant d'être prêts à être utilisés, alors que 15 indicateurs n'ont pas encore été attribués à une catégorie.²⁸

Le cadre devra évoluer et être redéfini au fil du temps ; il faudra de toute urgence mettre l'accent sur les indicateurs qui ne peuvent à l'heure actuelle être mesurés de façon adéquate. Il est également important de reconnaître que les indicateurs officiels ne suffisent pas complètement. Même s'ils ne sont pas considérés comme officiels, d'autres indicateurs revêtiront une grande importance pour comprendre les progrès réalisés par rapport aux cibles prioritaires pour les femmes et les filles.

Bien que tous les indicateurs officiels aient un certain degré de pertinence pour les femmes et les filles, certains sont plus particulièrement applicables, par exemple la proportion de naissances assistées par un personnel de santé qualifié. Ceci est considéré être un indicateur de Catégorie I car les données sont largement disponibles à travers l'ensemble des régions, plus de 150 pays signalant des données entre 2010 et aujourd'hui. Il existe également une méthodologie établie qui a été éprouvée et une norme internationale convenue, bien que des travaux supplémentaires soient en cours pour formuler une définition convenue de ce qui constitue « un accoucheur qualifié » qui puisse être utilisée dans l'ensemble des sources de données différentes.

D'autres indicateurs importants pour les femmes et les filles sont pires. La cible 5.1 appelle à « mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles ». Cependant, l'indicateur sélectionné pour mesurer cette cible « Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application les principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe » est classé comme relevant de la Catégorie III. Ceci signifie que nous n'avons à l'heure actuelle aucun moyen de mesurer officiellement si la discrimination à l'égard des femmes et des filles est en baisse.

Pour mettre en lumière une partie seulement du travail qui nous attend, le tableau ci-après présente le statut de 10 indicateurs prioritaires pour les femmes et les filles.

COMMENT MESURER LES PROGRÈS ACCOMPLIS EN FAVEUR DES FEMMES ET DES FILLES

INDICATEUR	STATUT
Catégorie I : Méthodologie et normes entièrement développées ; données disponibles	
Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale, par sexe et par groupes de population (enfants, chômeurs, personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes et nouveau-nés, victimes d'un accident du travail, pauvres et personnes vulnérables) (1.3.1)	<ul style="list-style-type: none"> ● Une méthodologie établie a été éprouvée, et une norme internationale est en place. Cependant, la disponibilité nationale des données varie en fonction du type de bénéficiaire des prestations, par ex. enfants, 109 pays ; chômage, 79 pays ; handicap, 171 pays ; vieillesse, 175 pays ; femmes enceintes, 139 pays ; victimes d'un accident du travail, 172 pays. ● Il est nécessaire de développer davantage la clarté conceptuelle de la définition des « pauvres et personnes vulnérables ».
Proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui utilisent des méthodes modernes de planification familiale (3.7.1)	<ul style="list-style-type: none"> ● Une méthodologie établie a été éprouvée, et une norme internationale convenue existe. Des travaux sont en cours pour élargir les estimations et projections pour cet indicateur des femmes en âge de procréer qui sont mariées ou en couple à toutes les femmes en âge de procréer, indépendamment de leur situation matrimoniale ou de couple, en se fondant sur des modèles statistiques. ● Des données d'enquêtes sont disponibles pour 90 pays ; des données modélisées seraient disponibles pour tous les pays.
Taux de natalité chez les adolescentes (10 à 14 ans et 15 à 19 ans) pour 1 000 adolescentes du même groupe d'âge (3.7.2)	<ul style="list-style-type: none"> ● À l'heure actuelle, des données ne sont disponibles que pour les adolescentes âgées de 15 à 19 ans, bien que les données pour ce groupe d'âge soient largement disponibles. ● Des travaux méthodologiques sont en cours pour pouvoir estimer les taux de fertilité des filles âgées de moins de 15 ans.

Jenny, 7 ans, marche vers l'école de son petit village en Équateur.
Plan International / Erik Thallaug



INDICATEUR	STATUT
Catégorie II : Méthodologie et normes développées ; données très insuffisantes	
<p>Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 derniers mois par leur partenaire actuel ou un ancien partenaire, par forme de violence et par groupe d'âge (5.2.1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Beaucoup de pays ne disposent pas de données disponibles concernant la violence au sein du couple et pour les pays qui possèdent de telles données, il n'est pas toujours possible de les comparer. Il est très facile d'obtenir les données ventilées par âge et par type de violence mais il peut s'avérer difficile d'inclure leur ventilation en fonction d'autres caractéristiques (par exemple le handicap ou l'appartenance ethnique). ● À ce jour, seuls environ 40 pays ont mené plus d'une enquête sur la violence à l'égard des femmes.
<p>Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus victimes de violences sexuelles infligées au cours des 12 derniers mois par une personne autre que leur partenaire intime, par groupe d'âge et lieu des faits (5.2.2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Dans la plupart des enquêtes disponibles sur la violence contre les femmes, seuls certains aspects de la violence sexuelle sont recensés. La violence sexuelle contre les femmes par une autre personne qu'un partenaire se définit habituellement comme étant le fait de forcer une femme à avoir des rapports sexuels lorsqu'elle ne le veut pas, ainsi que le fait de tenter de forcer une femme à avoir des rapports sexuels ou à accomplir un acte sexuel contre sa volonté. ● D'autres actes importants de violence sexuelle tels que le harcèlement sexuel, les tentatives non sollicitées de toucher, caresser, embrasser ou de se livrer à de l'exhibitionnisme sont moins enregistrés et mesurés.
<p>Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et type de handicap (8.5.1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Les données sont régulièrement disponibles pour 66 pays, mais nombre d'autres pays ne signalent pas ces données de façon régulière. Certains pays ne disposent pas d'une source fiable pour ce faire, et il faudrait fournir un certain travail pour obtenir des estimations de données. ● L'écart salarial entre hommes et femmes est calculé uniquement pour les salariés, car les données relatives aux salaires sont habituellement disponibles pour les salariés. Cependant, l'écart salarial entre hommes et femmes ne couvre pas un grand nombre de travailleurs indépendants ou d'employeurs, tout particulièrement dans le secteur informel où les différences salariales entre les hommes et les femmes pourraient être plus importantes encore. ● L'écart salarial entre hommes et femmes ne tient pas compte des différences salariales entre hommes et femmes qui débouchent d'un accès inégalitaire à l'emploi rémunéré.
Catégorie III : Nécessité de fournir un travail méthodologique ; aucune donnée n'est disponible	
<p>Proportion d'enfants et de jeunes : a) en cours élémentaire ; b) en fin de cycle primaire ; c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en i) lecture et ii) mathématiques, par sexe (4.1.1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Une méthodologie a été établie et éprouvée, mais il n'existe à l'heure actuelle aucune norme internationale convenue, bien que des travaux soient en cours en vue d'en élaborer une.
<p>Présence ou absence d'un cadre juridique visant à promouvoir, faire respecter et suivre l'application des principes d'égalité des sexes et de non-discrimination fondée sur le sexe (5.1.1)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Des travaux sont en cours en vue de développer et de mettre à l'essai une méthodologie et d'élaborer une norme internationale convenue.
<p>Nombre de pays dotés de textes législatifs et réglementaires garantissant aux femmes âgées de 15 à 49 ans l'accès aux soins de santé sexuelle et procréative, ainsi qu'à des informations et une éducation dans ce domaine (5.6.2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Malgré l'existence d'une méthodologie proposée, celle-ci n'a pas encore été éprouvée. Il n'existe à l'heure actuelle aucune norme internationale n'a encore été adoptée, mais des travaux sont en cours pour en élaborer une.
<p>Proportion de personnes victimes de harcèlement physique ou sexuel, par sexe, âge, type de handicap et lieu des faits (au cours des 12 mois précédents) (11.7.2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Bien qu'il existe déjà des normes internationales convenues pour mesurer la violence physique et sexuelle grâce à des enquêtes spécialisées sur la violence et la victimisation, il n'existe à l'heure actuelle aucune norme internationale convenue pour mesurer le harcèlement sexuel et physique. ● Aucune donnée mesurant le harcèlement n'est actuellement disponible.



EST-IL PIRE DE POSSÉDER DES MAUVAISES DONNÉES QUE PAS DE DONNÉES DU TOUT ?

DE MAYRA BUVINIC, ASSOCIÉE PRINCIPALE, ET RUTH LEVINE, COPRÉSIDENTE, DATA2X

Des formes particulières de stéréotypes sexistes se révèlent dans la façon dont nous mesurons ou omettons de mesurer certains aspects de la vie des gens. En ce qui concerne nombre de résultats de développement attendus dans le cadre des Objectifs de développement durable, les informations concernant les conditions actuelles ne sont pas ventilées par sexe, empêchant ainsi toute possibilité de comprendre les différences entre hommes et femmes. Pour d'autres, les stéréotypes sexistes sont ancrés dans le processus de mesure même. Ces défis en matière de mesure peuvent se décrire comme des problèmes d'« absence de données » ou de « mauvaises données ».

LES DONNÉES QUE NOUS NE POSSÉDONS PAS

L'absence d'informations sur la vie des femmes et des filles constitue l'un des problèmes auxquels nous faisons face lorsque nous appliquons les données sur l'égalité des sexes pour mesurer les résultats pour chacun des Objectifs mondiaux. L'Objectif 16 traite par exemple de l'importance de sociétés pacifiques et inclusives et établit une cible visant à « mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ». ²⁹ Cependant, pour la plupart des pays du monde, aucune source de données ne mesure les différences entre la participation des hommes et celle des

femmes aux organisations de la société civile ou aux organes décisionnels ou consultatifs locaux. Il s'agit là seulement d'un exemple pour lequel nous pourrions sans doute comprendre les conditions et les progrès actuels de manière différente s'il était possible de faire la distinction entre les expériences des hommes et celles des femmes grâce aux données.

Le manque de données, tout particulièrement sur les sujets qui se rapportent à la vie des femmes et des filles, a de graves conséquences pour la conception des programmes et des politiques. Ainsi par exemple, la quantité restreinte de données disponibles sur les travaux ménagers non rémunérés a servi à alimenter le mythe selon lequel les femmes au foyer ont du temps de libre à consacrer aux séances de formation et autres interventions dans le domaine du développement. Il existe beaucoup d'exemples de projets qui se fondent sur cette hypothèse erronée et qui ont par conséquent été marqués par des taux élevés d'abandon des participantes. ³⁰

Pour déterminer la portée des données manquantes, Data2X a examiné et cartographié 28 domaines généraux pertinents pour les politiques pour lesquels il n'y a aucune donnée sur la vie des femmes et des filles en 2013 (*consulter l'Annexe pour voir la liste des résultats*).

MAUVAISES DONNÉES CONTRE BONNES DONNÉES

L'absence de données est déjà assez regrettable, étant donné que cela force

à prendre des décisions politiques sans disposer des informations indispensables. Mais le fait de disposer de données de qualité inférieure est souvent plus insidieux, tout particulièrement lorsque les données représentent systématiquement la situation de manière erronée au point où les femmes semblent plus dépendantes et moins productives qu'elles ne le sont en réalité.

Les enquêtes sont souvent conçues d'une manière qui reproduit les normes traditionnelles concernant les sexes et minimisent davantage le rôle que jouent les femmes dans la vie économique et familiale. Beaucoup d'enquêtes agricoles et socioéconomiques auprès des ménages sont par exemple réalisées en se servant du chef de famille (masculin) comme point de référence pour le ménage, les autres membres de la famille étant seulement définis par rapport au chef (masculin). La supposition selon laquelle les hommes sont les plus souvent les chefs du foyer, une opinion explicitement déclarée dans beaucoup d'instructions de modules relatifs aux enquêtes, et partagée tant par les enquêteurs que par les personnes interrogées, mène à une sous-estimation des femmes qui remplissent ce rôle.

Si le nombre de ménages ayant une femme à leur tête est sous-estimé, il se peut que ces ménages soient ignorés lors de la distribution des ressources productives et qu'ils reçoivent moins de prestations en provenance des programmes de lutte contre la pauvreté, tout particulièrement ceux qui cherchent à bénéficier au chef du ménage. Dans une base de données rurale de la Banque mondiale de 6 pays qui représentent plus de 40 pour cent de la population d'Afrique subsaharienne par exemple, les ménages agricoles ayant une femme à leur tête avaient moins

Le fait de n'avoir aucune donnée ou de mauvaises données sur les femmes et les filles a entravé la capacité à influencer les politiques, à suivre les progrès et à exiger des comptes.



Mais, une réfugiée de Syrie joue sur une aire de jeux pour enfants à Alexandrie en Égypte.
*Plan International/
 Hassan Amin*

accès aux engrais et autres intrants agricoles que ceux ayant un homme à leur tête. Ils étaient moins susceptibles d'avoir reçu des crédits l'année précédente et moins susceptibles d'avoir des titres fonciers et de posséder leurs propres terres agricoles.³¹

Les enquêtes sur la population active peuvent également renforcer les stéréotypes concernant les rôles des hommes et des femmes : l'homme en tant que soutien de famille et la femme en tant que femme au foyer. Ces enquêtes posent souvent des questions qui concernent uniquement l'activité économique principale d'une personne. Ce faisant, elles sous-estiment grandement la contribution économique des femmes pour lesquelles le travail rémunéré peut souvent être une occupation secondaire, le rôle de « femme au foyer » étant considéré comme leur activité principale. Par conséquent, les décideurs qui dépendent de ces enquêtes ne comprennent pas bien comment les femmes ajoutent de la valeur à l'économie.

Les bonnes preuves sur les femmes et les filles sont avant tout d'excellente qualité. Elles sont fiables, valables, représentatives, et dénuées de tout

préjugé sexiste. Les bonnes preuves ont également une bonne couverture, notamment une couverture nationale et des données produites de façon régulière à l'échelle nationale, et elles sont comparables d'un pays à l'autre, en termes de concepts.

Voici deux caractéristiques principales souhaitables des bonnes preuves : la « complexité » signifiant que les données en provenance de différents domaines dans la vie des femmes et des filles, tels que la santé et l'emploi, peuvent être recoupées et confrontées ; et la « granularité », c'est-à-dire que les données peuvent être ventilées en unités de plus petite taille en fonction de la race et de l'appartenance ethnique, de l'âge et de l'emplacement géographique, ainsi que du sexe.

LA POSSIBILITÉ

Le fait de n'avoir aucune donnée ou de mauvaises données sur les femmes et les filles a entravé la capacité à influencer les politiques, à suivre les progrès et à exiger des comptes. Les données peuvent être des outils puissants dans les mains des défenseurs des droits des femmes. Les progrès les plus remarquables en matière d'égalité des sexes et des droits des femmes ont été enregistrés

dans l'éducation et la santé sexuelle et procréative, deux domaines pour lesquels de meilleures données sont disponibles.

Entre-temps, les domaines pour lesquels aucune donnée n'est disponible, comme le travail non rémunéré, ou seulement de mauvaises données sont disponibles, comme la participation économique, ont enregistré des progrès plus modestes.

Pour chaque discours politique au sujet de l'importance d'améliorer la situation des femmes et des filles, nous avons besoin d'informations sexospécifiques sur les domaines pour lesquels les données sur l'égalité des sexes n'ont jamais été disponibles – le travail, la sécurité et la liberté personnels, et la protection contre les dommages environnementaux, ainsi que d'informations habituellement plus disponibles sur la santé et l'éducation.

Tout ceci sera difficile mais essentiel pour réaliser le potentiel des Objectifs mondiaux. ■

Remarque : ce contenu est un extrait adapté d'un article publié dans le magazine Significance Magazine au mois d'avril 2016.

CHAPITRE 3

POUVOIRS DES DONNÉES ET LEURS LIMITES



Fuseima rentre à la maison en portant de l'eau provenant d'une rivière dans la région du Haut Ghana occidental.

Plan International/Nyani Quarmyne

Les données peuvent s'avérer un moyen particulièrement efficace d'expliquer le monde qui nous entoure, si tant est qu'on les utilise de manière judicieuse, mais elles posent également des défis et ont leurs limites.

Les données ne peuvent à elles seules changer le monde. La disponibilité des données et des analyses sur l'égalité des sexes peut aider les gouvernements, le secteur privé et la société civile à défendre et mettre en œuvre des programmes et politiques transformatrices eu égard au genre et à mesurer leur efficacité. Mais le seul fait de posséder des informations ne mènera pas automatiquement à de meilleurs choix en matière de politiques et de programmes, ni à une mise en œuvre plus efficace. Clairement, il existe d'autres contraintes à l'élaboration des politiques outre le manque d'informations, notamment, mais sans s'y limiter, le manque de volonté politique et la présence de normes sociales et sexospécifiques profondément ancrées.

Les analyses des données peuvent cependant mener à des connaissances susceptibles d'orienter les processus de prise de décisions et de changement en révélant des aperçus, en identifiant les besoins et en évaluant ce qui marche et ce qui ne marche pas. Des données de qualité, pertinentes et opportunes donnent également à la société civile les preuves nécessaires pour contester les priorités ou les actions des gouvernements et des autres décideurs, tirer la sonnette d'alarme et exiger davantage de mesures, ou des mesures plus rapides.

Il est plus facile d'ignorer un problème lorsqu'il existe peu de preuves sur sa prédominance ou l'ampleur de son impact sur les populations. C'est la raison pour laquelle il est si important de disposer de données qualitatives et quantitatives précises et pertinentes qui font état de la réalité de la situation dans laquelle vivent les femmes et les filles.

Les données racontent des histoires, car une vie se cache derrière chaque statistique. Nous devons mieux tenir compte de ces histoires, les écouter, y répondre et les mettre à profit pour veiller à ce que les plus exclues ne soient plus laissées de côté.

Les erreurs dans la collecte et l'analyse des données peuvent mener à des conclusions erronées. Parfois,

même avec les meilleures intentions du monde, les résultats issus des données peuvent être faussés, car les données sont biaisées ou ceux qui les recueillent et les analyses font montre de parti pris. De bonnes données sur l'égalité des sexes veillent à ce que les concepts, les définitions et les méthodes employés lors de la collecte et de l'analyse reflètent avec précision la réalité des vies et évitent dans la mesure du possible tout parti pris.

Le fait que les enquêtes auprès des ménages sont habituellement axées sur une personne qui représente le « chef de famille » et qui est responsable de répondre aux questions pertinentes pour tout le ménage et les personnes qui vivent en son sein représente un exemple de conception d'enquête susceptible de mener à des résultats biaisés.

Dans beaucoup de contextes, il est automatiquement supposé que cette personne est un homme plutôt qu'une femme, et un homme plus âgé plutôt qu'un homme jeune. Cependant, dans certains cas, un homme peut ne connaître que très peu de choses de la réalité de la vie quotidienne d'une femme et inversement, et les réponses sont par conséquent susceptibles de ne pas offrir une image complète.

L'audition individuelle de chaque personne d'un ménage aurait bien évidemment des implications considérables tant en termes de logistique que de coûts. Il existe toutefois d'autres moyens d'éviter les préjugés sexistes, en s'assurant par exemple que les enquêteurs et les personnes interrogées soient du même sexe pour les questions qui sont susceptibles d'être marquées par de forts préjugés sexistes.

Même l'utilisation du « ménage » comme unité de mesure, défini largement comme un groupe de personnes vivant sous un même toit et entretenant ou pas des liens de parenté, pose des problèmes à la collecte de bonnes données sur l'égalité des sexes. Les ménages ayant une femme à leur tête et les structures familiales complexes, tels les mariages informels ou polygames, peuvent être ignorés, tout comme les questions concernant la participation des femmes, sur un pied d'égalité, aux décisions concernant l'attribution des ressources dans le ménage, notamment leurs propres revenus et héritages. En outre, les enquêtes

L'IMPORTANCE DE LA CONCEPTION DES ENQUÊTES

Les résultats statistiques peuvent dépendre de la façon dont les questions sont posées et à qui elles sont posées, comme le révèle une expérience menée en Tanzanie en 2010.

Lorsqu'on leur pose une question simple comme « Avez-vous travaillé au cours des sept derniers jours, ne serait-ce même qu'une heure ? », les femmes ont tendance à signaler des niveaux d'emploi plus faibles. Mais lorsqu'on leur pose des questions détaillées sur une liste d'activités qui sont considérées comme du « travail », elles signalent des niveaux d'emploi plus élevés.

La personne qui répondait à une question avait également une incidence sur les résultats. Les niveaux d'emploi étaient plus élevés lorsqu'on demandait aux hommes de signaler eux-mêmes leur activité principale que lorsqu'on demandait à quelqu'un d'autre de leur ménage de signaler leur niveau d'emploi en leur nom.³²

De même, lorsque des questions de sélection détaillées ont été utilisées en Ouganda, la participation économique plus générale a pu être comptabilisée de manière plus efficace.

Dans le cadre d'une enquête en 1992–1993, les personnes interrogées avaient l'option d'enregistrer leur situation d'emploi primaire comme « inactive » pour des raisons comme les « tâches domestiques », le « statut d'étudiant » ou encore « trop vieux ou trop jeune pour travailler ». Nombre de personnes qui ont signalé une activité « non économique » comme leur situation d'emploi primaire ont également signalé une activité économique comme leur situation d'emploi secondaire. Beaucoup de personnes interrogées qui étaient économiquement actives considéraient ces activités économiques comme secondaires par rapport à d'autres activités non économiques qu'elles exerçaient, tel le fait d'aller à l'école ou de s'occuper des membres du ménage, et ont par conséquent été classées comme « inactives » par erreur et non comptabilisées dans la population active.

L'élargissement de l'analyse pour couvrir les activités secondaires a permis d'augmenter le pourcentage des Ougandais en âge de travailler et faisant partie de la population active, celui-ci passant de 78 à 87, soit une différence de plus de 700 000 personnes.³³



Au Bangladesh, Chonda, 15 ans, veut rester à l'école tandis que ses parents veulent la marier.
Plan International / Erik Thallaug

après des ménages n'incluent souvent pas les personnes qui vivent hors de ménages « typiques » ou qui sont sans domicile ou déplacées.

De la même manière, les enquêtes sur la population active ont souvent du mal à recenser les différents rôles et les attentes variées des femmes et des hommes eu égard à la famille, la vie domestique, et la participation au travail et aux activités sociales. La contribution des femmes à l'économie peut être ignorée ou ne pas être comptabilisée en raison de la définition ou de l'interprétation de ce qui constitue le travail « productif ». Bien qu'il soit difficile de mesurer le temps passé à faire la cuisine, à nettoyer la maison et à s'occuper des enfants, des personnes âgées et des malades, à accomplir les tâches ménagères ou à faire du bénévolat au sein de la communauté, ces activités devraient être considérées comme du travail productif et prises en compte dans les décisions politiques.

LES DONNÉES DOIVENT ÊTRE CONTEXTUALISÉES

Les chiffres à eux seuls ne peuvent pas révéler toute l'histoire. La réalité de la situation des femmes et des filles peut être masquée si les indicateurs qualitatifs et quantitatifs ne sont pas analysés de façon globale et combinée.



Des enfants jouent sur des balançoires dans un centre pour enfants réfugiés dans le Nord de l'Ouganda
Plan International

Des données peuvent par exemple exister concernant le nombre de filles qui ont accès aux transports en commun dans une ville particulière, mais il se peut qu'aucune donnée n'existe sur la question de savoir si les filles pensent qu'il est sûr d'utiliser ces transports. Si les filles ne se sentent pas en sécurité pour prendre le bus ou marcher jusqu'à l'arrêt de bus, alors le nombre de filles qui ont accès aux transports en commun ne veut pas dire grand-chose dans la pratique.

De même, les enquêtes sur les budgets-temps peuvent compléter les enquêtes sur la population active en montrant les différences concernant la manière dont les personnes répartissent leur temps. Ces enquêtes demandent aux personnes interrogées de signaler toutes leurs activités pendant une certaine période définie et combien de temps elles consacrent à chacune d'entre elles. Elles peuvent révéler de précieux aperçus sur le travail rémunéré et non rémunéré, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le temps que les personnes consacrent à l'éducation et à la santé, et les domaines où les inégalités peuvent exister au sein et entre les ménages.

DONNÉES ET DROITS DE L'HOMME

Dans le cadre de la chasse aux connaissances et aux informations pour orienter le processus de prise de décisions, il est impératif de ne pas perdre de vue le fait que la plupart des données se rapportent à des personnes et que ces personnes ont des droits.

Même lorsque nous sommes confrontés à des lacunes importantes des données officielles, de plus en plus de données sont générées à partir de sources « passives » qui sont souvent recueillies sans une interaction explicite avec l'utilisateur. Les informations qui sont recueillies de cette manière et sont en grande partie liées à l'utilisation des technologies numériques telles que les smartphones et l'internet, peuvent inclure des données relatives à l'emplacement de l'utilisateur, le temps qu'il a passé sur une page web, les applications qu'il a installées et les liens qu'il suit, et plus encore.

Que ces données soient recueillies de manière active ou passive, certaines informations pourraient faire courir un

Mahesh tient sa fille Mohini dans ses bras dans l'Uttar Pradesh, où le ratio filles/garçons compte parmi les plus bas en Inde.
Plan International Pays-Bas



risque à ces personnes si les données concernant leurs allées et venues, leurs déplacements, ce qu'elles aiment ou n'aiment pas, leurs relations sociales, leur état de santé, leur orientation sexuelle ou leur identité sexuelle étaient rendues publiques dans une intention malveillante. Il est également possible d'infliger des préjudices involontaires. Ceci peut toutefois causer un embarras public, et mener à une isolation sociale, de la discrimination, des préoccupations d'ordre sécuritaire ou pire encore.

Bien qu'il soit nécessaire de concilier les droits de la personne et les avantages pour la communauté au sens large, il faut accorder la priorité à la confiance et à la responsabilité, de sorte que les personnes se sentent en confiance et consentent à ce que les données les concernant soient utilisées pour le bien commun, tels le suivi des schémas pathologiques ou le signalement des inégalités sociales.

En se fondant sur l'approche adoptée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à la collecte et à l'utilisation des données,³⁴ il est indispensable d'adhérer aux principes suivants pour veiller à ce que la révolution des données respecte les droits de l'homme.

Participation : tous les efforts de collecte de données devraient faire état d'un mode de participation libre, active et utile des parties prenantes pertinentes, en mettant en particulier l'accent sur les groupes de personnes les plus vulnérables et les plus exclues. Une approche participative peut améliorer la pertinence et la fiabilité de la collecte et de l'analyse des données.

Ventilation : la répartition des données en sous-ensembles plus petits permet d'établir des comparaisons entre différents groupes de population, ce qui peut aider à révéler l'étendue des inégalités et de la discrimination potentielles. Un manque de données ventilées peut dissimuler des disparités sous-jacentes. Les données ventilées devraient être publiées sous un format qui permet de détecter de multiples disparités et discriminations croisées.

Auto-identification : le respect et la protection de l'identité personnelle jouent un rôle essentiel dans la dignité humaine et les droits de l'homme. Le principe suprême des droits de l'homme « ne pas nuire » devrait toujours s'appliquer, y compris à la collecte et à l'analyse des données. Les

recensements, les enquêtes auprès de la population et les statistiques vitales ne devraient pas créer ni renforcer la discrimination, les partis pris ou les stéréotypes existants contre certains groupes de personnes, y compris en niant leur identité.

Transparence : les statistiques jouent un rôle fondamental dans une société démocratique et honorent le droit d'une population aux informations publiques, tout en servant de ressource pour les gouvernements et les entreprises.³⁵ Les données devraient être diffusées aussi rapidement que possible après leur collecte. La distribution devrait se faire dans une langue et sous un format accessibles, qui tiennent compte du handicap, de la langue, des niveaux d'alphabétisation, des origines culturelles et autres caractéristiques de la population. La société civile devrait pouvoir publier et analyser des statistiques sans avoir peur des représailles. Par souci de clarté, les cadres juridique, institutionnel et de politique en vertu desquels opèrent les systèmes de statistique et les statisticiens en chef nationaux devraient être mis à la disposition du public.

Confidentialité : l'accès aux informations ne doit pas se faire au détriment des droits à la confidentialité et à la protection des données. Les données à caractère personnel – y compris, mais sans s'y limiter, les données relatives à l'appartenance ethnique, à l'orientation et à l'identité sexuelles ou à l'état de santé – devraient être traitées uniquement avec le consentement exprès de la personne concernée. Les données recueillies pour préparer des informations statistiques doivent être strictement confidentielles, utilisées exclusivement à des fins statistiques et réglementées par la loi. Les données ne devraient pas être publiées ni accessibles au public d'une manière qui permette directement ou indirectement d'identifier individuellement les sujets des données. Les données devraient être protégées contre les risques tant naturels qu'humains, et supprimées lorsqu'on n'en a plus besoin.

Redevabilité : des statistiques indépendantes et à l'abri de toute ingérence politique sont des outils fondamentaux pour orienter les détenteurs du pouvoir et exiger des comptes de leur part. En ce qui concerne la responsabilisation, il est indispensable de remettre les données recueillies entre les mains des citoyens et de renforcer leurs capacités à les utiliser.

UTILISER LES DONNÉES POUR NOURRIR UN MOUVEMENT

De bonnes données et analyses mènent à des informations dont les gouvernements peuvent se servir pour décider des questions pouvant être considérées comme urgentes. Elles servent également de base solide aux militants à partir de laquelle il est possible d'influencer et de persuader les décideurs de prendre des mesures concernant des questions qui n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent.

Les efforts communs de pression au fil des ans ont par exemple incité le gouvernement de Kiribati, une petite île nation dans l'océan Pacifique, à conduire sa première étude sur la violence contre les femmes et les enfants en 2008. Avant cette étude, la violence sexiste était considérée comme un problème à traiter en privé. Aucune politique ni aucune loi portant sur la violence contre les femmes et les filles, l'égalité des sexes ou le statut des femmes n'était en place, alors que les procédures de police pour intervenir en cas de violence contre les femmes manquaient de clarté et de redevabilité.³⁶

Les résultats de l'étude qui ont été publiés en 2010 ont révélé de façon alarmante toute la mesure du problème à Kiribati : près de 70 pour cent des femmes ayant déjà eu un conjoint ont signalé avoir été victimes de violences physiques et/ou sexuelles par un partenaire intime.³⁷ En publiant les conclusions de l'enquête, le gouvernement s'est dit extrêmement préoccupé et a appelé les gens dans tout le pays à s'opposer à l'idée dominante selon laquelle la violence domestique se déroule derrière des portes closes et qu'elle est acceptée comme faisant partie intégrante de la vie.

Ces nouveaux renseignements ont donné au gouvernement, aux organisations de la société civile, aux agences onusiennes et aux bailleurs de fonds internationaux les raisons nécessaires pour commencer à engendrer des changements importants tant sur le plan social que sur le plan juridique.

En 2012, le gouvernement a voté la Loi sur la paix familiale relative à la violence domestique et a dispensé une formation aux agents de police, aux administrations scolaires, aux conseillers et aux prestataires de soins de santé et des services sociaux sur sa mise en œuvre. Le programme scolaire national a été réformé pour enseigner aux enfants l'égalité des sexes, à faire preuve de respect dans leurs relations et à éviter la violence. Les enseignants ont appris

comment prêter conseil aux enfants victimes de violence. La société civile a mobilisé des hommes et des garçons dans le domaine du plaidoyer contre la violence sexiste, ce qui a permis d'accroître la sensibilisation aux effets de la violence contre les femmes et les filles, selon les militants. Des services gratuits sont fournis aux survivantes des violences sexuelles et sexistes, y compris un service d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, et des unités de police chargées de la violence domestique et de la promotion de communautés plus sûres ont été mises en place.³⁸ Comme l'illustre cet exemple, les données peuvent jouer un rôle de moteur puissant du changement de politique.

Les données peuvent aussi contribuer à révéler les problèmes qui découlent d'attitudes et de croyances profondément ancrées et à les confronter. En Inde par exemple, le recensement de 2011 a déclenché la sonnette d'alarme au sujet du ratio filles/garçons dans la tranche d'âge nouveau-nés à 6 ans par rapport au recensement précédent. Il n'y avait que 919 filles pour 1 000 garçons.³⁹ Dans certains États, la proportion de filles n'a été que de 846 pour 1 000 garçons.⁴⁰

La campagne *Let Girls Be Born* (Laissez naître les filles) menée par Plan International Inde et d'autres impliqués dans le mouvement des droits des filles s'est servie de ces statistiques pour confronter la pratique du choix du sexe du fœtus et soutenir les familles et les communautés pour veiller à ce que leurs filles puissent vivre et s'épanouir.

Sur trois ans, cette campagne a atteint quelque 1,2 million de personnes dans 12 districts minés par les plus faibles ratios filles/garçons.⁴¹ Les villages ont été encouragés à célébrer les naissances de leurs filles, les filles issues de familles pauvres se sont vu offrir des bourses d'études, alors que les organisations locales ont organisé des pièces de théâtre, des rassemblements, des débats, des concours d'affiches et des discussions interactives.

La hausse de l'enregistrement des naissances, une meilleure sensibilisation sur les droits des filles, de meilleurs taux de scolarisation et d'achèvement des études de la part des filles et une augmentation des plaintes déposées contre les cliniques qui pratiquent les avortements sélectifs en fonction du sexe du fœtus attestent tous de l'impact qu'a eu cette campagne.

METTRE FIN AU MARIAGE D'ENFANTS AU GUATEMALA



De jeunes militantes de la municipalité de Carchá ont contribué à relever l'âge légal du mariage au Guatemala.
Plan International

Jusqu'à récemment, il était légal pour une fille au Guatemala de se marier à l'âge de 14 ans avec le consentement d'un parent ou d'un juge. Cette disposition juridique, ainsi que la pauvreté, les normes discriminatoires à l'égard des femmes et un manque d'accès à l'éducation, contribuaient tous à des milliers de mariages d'enfants chaque année.

Le mariage d'enfants représente une violation fondamentale des droits des filles et agit comme un frein aux progrès, car il prive la société du potentiel et de l'innovation que les filles peuvent apporter. Les mariées impubères vivent souvent de façon isolée, dépendent de leurs maris et n'ont que peu accès aux services de santé, à l'éducation et à une protection contre la violence et les sévices.

Par le biais de son initiative intitulée *Parce que je suis une*

filles, Plan International Guatemala, en coordination avec un groupe de partenaires, a pris des mesures pour faire campagne pour modifier la loi, afin que l'âge minimum légal du mariage pour les filles comme pour les garçons soit relevé.

Des données fortes ont joué un rôle important dans la stratégie de plaidoyer. Les défenseurs de la société civile se sont servis de preuves sur la prévalence des mariages d'enfants et leurs impacts sur la vie des enfants, ainsi que d'une analyse des lois traditionnelles mayas pour influencer avec succès les législateurs et réduire l'opposition à la réforme. Le Congrès a approuvé la nouvelle loi au mois d'août 2015, faisant passer l'âge minimum légal du mariage à 18 ans pour les filles et les garçons.

Les filles ont été des agents importants du changement et

ont fait partie intégrante de la campagne. « Lorsque j'ai entendu qu'ils avaient approuvé la nouvelle loi, je me suis sentie si heureuse parce que j'y avais contribué » a déclaré Mayra, une jeune militante de la municipalité de Carchá. « J'avais réuni des signatures et j'avais fait partie d'une équipe de personnes qui avaient amené ce changement. J'ai ressenti une grande fierté ».

Mayra et les autres militantes reconnaissent toutefois que cette loi n'est qu'un début et que leur travail est loin d'être terminé. Les données, les preuves et le plaidoyer continueront d'être nécessaires pour mesurer les progrès, promouvoir la sensibilisation à la loi et surmonter les croyances traditionnelles afin de veiller à ce que le mariage d'enfants appartienne enfin au passé.



LA PAUVRETÉ EST SEXISTE MAIS LES OBJECTIFS MONDIAUX NE DEVRAIENT PAS L'ÊTRE

D'ELOISE TODD, DIRECTRICE MONDIALE DES POLITIQUES, ONE CAMPAIGN

En 2014, nous avons commencé à remarquer que dans tous les domaines de politique clé dans lesquels ONE travaillait, que ce soit l'agriculture, la santé, la nutrition ou le développement économique, les femmes et les filles étaient les plus touchées par la pauvreté. Cette observation a été corroborée par de plus en plus de preuves fondées sur des recherches et ce dont ONE a été témoin en Afrique.

En 2015, nous avons donné le coup d'envoi à notre campagne *La pauvreté est sexiste* à l'aide d'un rapport inaugural,⁴² exposant les prémisses selon lesquelles les femmes et les filles des pays les plus pauvres sont les plus durement touchées par la pauvreté, mais lorsque nous investissons de façon stratégique dans le potentiel des femmes et des filles, on fait sortir plus rapidement tout le monde de la pauvreté.

En tant qu'organisation de campagne et de plaidoyer qui regroupe plus de 7 millions de personnes dans le monde, ONE se consacre aux mesures pour mettre fin à l'extrême pauvreté et éradiquer les maladies évitables, tout particulièrement en Afrique. Nous faisons pression sur les dirigeants politiques et nous organisons des campagnes locales pour forcer les décideurs à faire plus pour combattre le Sida et les autres maladies évitables et traitables dans les régions les plus pauvres de la planète, à autonomiser les petits exploitants agricoles, à élargir l'accès à l'énergie et lutter contre la corruption de sorte que les gouvernements soient redevables envers leurs citoyens.

Comme nous n'avons cessé de le voir, un plaidoyer efficace se fonde sur des recommandations de politiques solides qui sont élaborées en identifiant

clairement le changement souhaité et en le soutenant. Il est indispensable de disposer de données de qualité pour identifier les domaines qui nécessitent le plus de changements et dans lesquels les investissements auront le plus d'impact. Le renforcement du plaidoyer fondé sur des données de bonne qualité offre une base de connaissances pour soutenir nos arguments et, dans l'idéal, des preuves que les politiques et les investissements que l'on défend déboucheront véritablement sur des résultats.

LE DÉFI QUE POSE L'INSUFFISANCE DES DONNÉES

Nous savons que la pauvreté est sexiste. Dans le monde entier, les femmes et les filles sont laissées à la traîne, et ONE pense que tant que rien ne sera fait pour qu'elles rattrapent ce retard, les résultats en matière de développement stagneront pour tous. Cependant, les données qui soutiennent ces affirmations sont au mieux incomplètes à certains égards.

Publié en 2015, le rapport initial *La pauvreté est sexiste* présente l'argument concernant la raison pour laquelle les femmes et les filles doivent être placées au cœur de la lutte pour éradiquer la pauvreté extrême. Le rapport appelle à recentrer le programme de développement en accordant la première place aux femmes et aux filles et en ciblant mieux les investissements pour autonomiser les femmes et les filles dans le monde entier et les faire sortir de la pauvreté avec leur famille.

Le rapport examine les défis et les possibilités auxquels font face les femmes dans les pays à faible revenu dans un certain nombre de domaines différents, notamment dans l'agriculture, la santé et l'éducation, l'autonomisation financière, juridique et économique, et l'accès à l'énergie et à la technologie.

Lors de la préparation du rapport, il s'est avéré très difficile de trouver des ensembles de données suffisamment étendus pour fournir des informations concernant la situation des femmes aux quatre coins du globe. Nous avons également eu des difficultés à trouver des données mettant en valeur les possibilités qui voient le jour pour les femmes lorsque croît la part d'investissement qui leur est consacrée.

Ainsi par exemple, en se penchant sur les avantages potentiels de l'amélioration de l'accès des femmes à l'énergie dans le monde en voie de développement, ONE a cité une étude de cas en provenance d'Afrique du Sud et datant de 2007. L'étude a révélé que l'emploi des femmes avait augmenté de 9,5 pour cent après que l'électricité ait été fournie.⁴³

Cependant, aucune donnée concernant les impacts particuliers de l'accès à l'électricité dans la vie des femmes n'a été recueillie dans le cadre de l'étude menée en Afrique du Sud. Et aucun ensemble de données à grande échelle n'était disponible sur l'impact de l'accès à l'électricité pour les femmes dans les pays à faible revenu. Pour fournir une image plus complète et pour établir correctement une corrélation entre l'accès à l'électricité et des taux d'emploi plus élevés, nous avons besoin d'ensembles de données plus grands, tant en termes de géographie que d'inclusivité des unités de mesure des ménages.

L'édition 2016 du rapport *La pauvreté est sexiste* inclut un indice dans lequel ONE tente de déterminer les régions du monde où il est le plus difficile de naître pour une fille.⁴⁴ Nous nous sommes penchés sur tout un éventail d'indicateurs pour créer cet indice, en tenant compte de certaines des menaces



Des adolescentes au Niger, que ONE a classé comme le pays où il est le plus difficile de naître pour une fille dans l'édition 2016 de son rapport *La pauvreté est sexiste*.

Plan International/
Olivier Girard

et des possibilités majeures auxquelles fait face une fille pendant sa vie.

L'indice ne se voulait pas exhaustif. En fait, vu le manque de données disponibles, il a même été difficile de trouver sept indicateurs pour cet indice. Nous avons choisi les indicateurs qui servaient de guides raisonnables aux chances d'une fille dans la vie, tels que sa santé et sa nutrition, ses possibilités économiques et éducatives et sa capacité à participer à la vie politique.

Cependant, la disponibilité des données a constitué un facteur déterminant majeur pour ces indicateurs. Les indicateurs sélectionnés disposaient des plus vastes données disponibles, mais n'étaient pas universels et, lors de l'analyse finale, il a été nécessaire de tenir compte des lacunes des données.

D'autres organisations ont été confrontées à des défis similaires. Le rapport 2015 sur la faim de Bread for the World examine la liste des principaux indicateurs de l'égalité des sexes des

Nations Unies établie en 2013 en tant que guide à la production de statistiques nationales sur l'égalité des sexes, et a révélé que plus de la moitié des 52 indicateurs quantitatifs enregistrent en moyenne moins d'un point de mesure par pays entre 1990 et 2013.⁴⁵

DE BONNES DONNÉES POUR UN PLAIDOYER EFFICACE

La campagne *La pauvreté est sexiste* est propulsée par la croyance profonde de ONE selon laquelle de bonnes données constituent le fondement même d'un plaidoyer fort : elles sont nécessaires non seulement pour identifier les problèmes mais aussi les domaines où les progrès sont lacunaires. Elles sont également indispensables pour montrer aux bailleurs de fonds l'impact potentiel de leurs investissements.

De bonnes données sont également indispensables pour montrer où les gouvernements ne parviennent pas à s'occuper de leurs propres citoyens,

en particulier des femmes et des filles. Ces informations devraient être disponibles aux femmes au Niger, en Somalie, au Mali, en Centrafrique, au Yémen et en République démocratique du Congo, les six pays dans lesquels il est le plus difficile de naître pour une fille d'après notre indice. La remise de données de qualité aux mains des femmes, des militants et des dirigeants de ces pays permettra à ces derniers de présenter des arguments solides à leurs gouvernements afin d'obtenir de meilleurs soutiens et prestations de services.

Les données soutiennent également les organisations de la société civile afin qu'elles exigent des comptes de la part des gouvernements, dans les pays à faible revenu et à revenu élevé, vis-à-vis des résultats, et des progrès réalisés dans tous les domaines du développement.

Pour résoudre la crise des données sexistes, nous avons besoin d'adopter rapidement une approche qui met en lumière les défis particuliers auxquels les femmes et les filles sont confrontées. Ceci nécessite en particulier d'accorder la priorité à la collecte de données sur le travail domestique non rémunéré, ainsi qu'à la ventilation de toutes les statistiques pertinentes. ■

De bonnes données sont indispensables pour montrer où les gouvernements ne parviennent pas à s'occuper de leurs propres citoyens.

CHAPITRE 4

LES FILLES PARTAGENT LEURS POINTS DE VUE



Filles dans un refuge au Nicaragua
œuvrant à réduire la violence et les
grossesses chez les adolescentes.
Plan International

Une des plus grandes promesses des Objectifs mondiaux se rapporte au fait que la vie de millions de filles pourrait se transformer de manière positive dans un délai de quinze ans.

Le changement transformateur commence par la compréhension des défis et des causes profondes de l'inégalité et de l'exclusion, et cette compréhension commence par l'écoute des filles elles-mêmes, en particulier celles qui sont les plus exclues. Il est essentiel d'entendre leurs besoins et leurs priorités de vive voix alors que le monde commence à prendre des mesures pour mettre en œuvre les Objectifs mondiaux.

Une enquête réalisée en 2015 par Plan International en Équateur, au Nicaragua, au Pakistan et au Zimbabwe – *Girls Speak Out: A Four-Country Survey of Young Women's Attitudes and Recommendations for Action* – a mis en avant les attitudes et les expériences de plus de 4 000 filles dans ces pays. Les filles ont parlé de la sécurité ou de l'insécurité qu'elles ressentent à l'école et dans les lieux publics, du degré de contrôle qu'elles pensaient avoir sur leur vie et leur corps, ainsi que de leur vision de la violence. Cette étude a préparé le terrain pour une analyse plus approfondie de leurs réalités quotidiennes.

La vie des filles est formée par l'intersection des vulnérabilités, y compris le bien-être économique du ménage dans lequel elles vivent, leur situation matrimoniale, et si elles ont ou non des enfants. Leur identité est également définie par une variété de caractéristiques, y compris l'origine ethnique, le milieu social, la race, le handicap et l'identité sexuelle. L'intersection de plusieurs vulnérabilités – le fait d'être déscolarisée et d'être une jeune mère mariée, par exemple – peut rendre la réalisation de leurs droits plus difficile pour ces filles.

Afin de mieux comprendre les expériences distinctes et spécifiques de certains groupes de filles, Plan International a mené des recherches en 2016 dans deux des pays étudiés précédemment : le Zimbabwe et le Nicaragua. L'objectif de ces recherches était d'explorer les réalités des filles qui déclarent se sentir marginalisées et d'en apprendre davantage au sujet de leurs expériences spécifiques.

ACQUÉRIR UNE COMPRÉHENSION PLUS APPROFONDIE

En se fondant sur l'analyse des Objectifs mondiaux et des cibles qui pourraient avoir le plus d'impact sur la vie d'une fille, les domaines d'exploration suivants ont été sélectionnés : l'environnement favorable, le travail domestique et de soins dans le foyer, la qualité et la valeur de l'éducation, la grossesse précoce, le mariage précoce, la violence contre les femmes et les filles, la sécurité dans les lieux publics, les relations sociales et les communications interpersonnelles.

Au total, 240 filles âgées de 15 à 19 ans ont été interrogées en vue d'explorer les différents points de vue, attitudes et expériences d'un groupe diversifié : jeunes mères, filles mariées, filles déscolarisées, filles issues de minorités ethniques et filles à risque de vulnérabilités croisées.

Des méthodes quantitatives et qualitatives ont été utilisées dans le cadre de ces recherches, y compris un sondage sur les perceptions et les attitudes, des questions ouvertes et des questions spécifiques au contexte conçues en concertation avec les chercheurs de chaque pays. Des méthodes participatives, créatives et de réflexion critique ont été utilisées, en conjonction avec des discussions de groupes. Pour que ces recherches soient aussi significatives et collaboratives que possible, des jeunes femmes ont été employées à titre d'assistantes de recherche (6 au Zimbabwe et 10 au Nicaragua). Après avoir été formées sur les méthodes de recherche et les questions liées à l'égalité des sexes et à la protection, ces assistantes ont mené les recherches sur le terrain et ont participé à un atelier pour analyser les résultats.

Les résultats de ces recherches ne sont pas représentatifs de la population en général dans les deux pays et ne doivent être présentés et compris qu'à titre d'aperçu des groupes spécifiques de filles qui partagent des caractéristiques similaires dans un lieu et un contexte géographiques spécifiques à un moment précis. Toutefois, ces résultats mettent en avant la réalité quotidienne des filles interrogées et révèlent ce qu'elles pensent concernant la manière dont les choses devraient être. Interrogées sur le fait de savoir si, selon elles, elles devraient avoir plus d'opportunités de réussir dans la vie et d'atteindre leurs objectifs de vie, les filles des deux pays ont massivement répondu « oui ».

« Personne ne nous dit rien, ni ne nous explique quoi que ce soit à propos de la sexualité »

(JEUNE MÈRE DE MANAGUA)



LA PLUPART DES FILLES NE SE SENTENT PAS EN SÉCURITÉ DANS LES LIEUX PUBLICS



65%

ne se sentent pas en sécurité dans les transports en commun



59%

ne se sentent pas en sécurité pour se déplacer seules dans les lieux publics



77%

ne se sentent pas en sécurité dans les lieux publics à la nuit tombée

Pourcentage des personnes interrogées sur un total de 119

RÉSULTATS DE PAYS : NICARAGUA

Au Nicaragua, les filles ont parlé de la violence généralisée contre les femmes et les filles. Les filles interrogées se sont fréquemment exprimées sur la prévalence des sévices sexuels dans leur milieu environnant. Elles se sentaient particulièrement vulnérables concernant la violation de leurs droits en raison de leur âge et du fait qu'elles sont des filles.

La peur d'être victime de sévices sexuels était fortement liée au risque associé de tomber enceinte, une conséquence qui, selon leurs craintes, aurait un impact négatif sur leurs opportunités et leur bien-être et limiterait leur progrès dans la vie. Les filles ont signalé des préoccupations au sujet de leur capacité physique à concevoir un bébé et à accoucher sans effets néfastes ou mortels sur leur santé. Celles qui ne tombent pas enceintes à un jeune âge ont également parlé de préoccupations quant à leur capacité à être mère et à la stigmatisation sociale liée au fait d'être jeune et enceinte.

La plupart des filles interrogées ont déclaré ne pas se sentir en sécurité chez elles, dans leurs relations et dans les rues. Les filles ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans les transports en commun, lors de leurs déplacements sur la voie publique ou lorsqu'elles sont dehors à la nuit tombée. En plus de la menace et de la crainte de violences physiques et sexuelle, elles ont déclaré avoir été verbalement harcelées par des hommes et des garçons dans la rue.

« Les filles sont victimes de violence à la maison et dans la communauté. Certaines d'entre elles sont violées », a déclaré une fille lors d'un groupe de discussion à San Rafael del Sur, une ville au sud-ouest de Managua. Les participantes à cette même discussion étaient d'avis que les filles qui étaient pauvres ou qui avaient moins de ressources étaient perçues comme étant davantage menacées. « Un violeur pense que si la fille qu'il veut violer est pauvre, elle est plus vulnérable et moins susceptible de signaler le viol », affirme une des filles, « alors qu'une personne ayant suffisamment de ressources a une meilleure connaissance de la loi et sera plus facilement entendue ».

Sur l'ensemble des filles interrogées au Nicaragua, la majorité a convenu que la violence doit être signalée et a dit qu'elle savait où se rendre pour ce faire dans la communauté. Elles ont également fait remarquer que, pour signaler un cas de violence, elles se confieraient davantage aux autorités qu'à un membre de leur famille.

Selon un groupe de jeunes mères, les problèmes au domicile et le mauvais traitement par les parents ont eu des répercussions négatives sur leur bien-être et leurs choix de vie. Elles ont discuté du manque d'amour, de soins et de soutien qu'elles ont rencontré dans leur milieu familial. Les sévices physiques et sexuels, les insultes et la violence psychologique de la part de membres de la famille ont conduit à des sentiments d'insécurité et de solitude. Les filles ont déclaré qu'elles ne se sentaient pas écoutées,



Nury, qui est tombée enceinte à 14 ans, avec sa mère devant leur maison en milieu rural au Nicaragua.
(Plan International/
Miguel Alvarez)

ni qu'elles recevaient de bons conseils, en particulier concernant la sexualité. Dans de nombreux cas, les filles ont dit qu'elles recherchaient réconfort et amour en dehors de chez elles, en espérant qu'elles pourraient avoir une vie meilleure et plus heureuse avec un petit-ami.

« Personne ne nous dit ni ne nous explique quoi que ce soit à propos de la sexualité », a déclaré une jeune mère de Managua. « Les filles ont des problèmes chez elles et se mettent en couple avec un partenaire ou tombent enceintes pour éviter la souffrance chez elles », explique-t-elle, détaillant des problèmes, tels qu'être violées par leur père ou un proche et le manque d'éducation reçue par les filles.

Dans de nombreux cas, les mères sont tenues responsables de ne pas avoir protégé leurs filles contre la violence sexuelle ou de leur avoir permis de tomber enceintes.

« Beaucoup de filles sont violées à cause de la négligence de leur mère », a déclaré une fille de Boaco interrogée. Plusieurs filles ont affirmé que les mères donnent à leurs filles une trop grande liberté et ne leur apprennent pas comment dire non. Bien que certaines filles interrogées aient estimé que le rôle d'une mère est de garder les filles à la maison et d'éviter qu'elles restent dans la rue, d'autres se sont plaintes que leurs mouvements étaient trop restreints par leur mère protectrice et qu'elles souhaitaient jouir d'une plus grande indépendance. Les mères étaient également accusées de ne pas donner d'informations ni de soutien à leurs filles. Les jeunes mères ont souvent abordé le manque

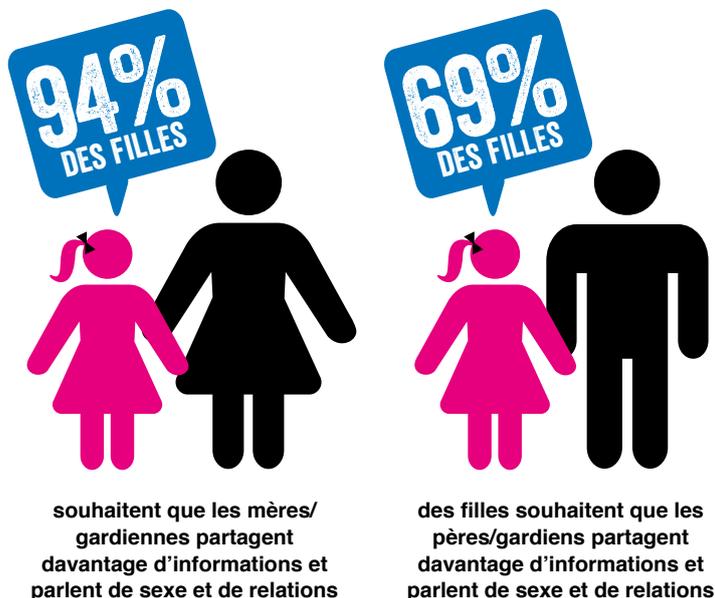
d'attention qu'elles ressentaient de la part de leur propre mère.

En général, il y avait une absence de réflexion sur la responsabilité des pères, des garçons et des hommes dans les communautés concernant le fait de prendre en compte et de changer le comportement de violence ou de sévices sexuels. Cependant, un petit groupe de jeunes mères a soulevé cette question, en déclarant qu'il fallait inclure les garçons. « Ils ont également une responsabilité », a affirmé une jeune mère de Managua. « Nous devrions leur dire : si tu ne veux pas de responsabilité, protège-toi ».

Bien que la majorité des filles ait estimé qu'elles disposaient d'informations adéquates pour éviter une grossesse, un tiers a affirmé que ce n'était pas le cas. Les perceptions concernant l'accès à la contraception étaient également partagées : près de la moitié des filles était d'accord avec le fait qu'elles étaient en mesure d'accéder à des contraceptifs (44 pour cent), avec une proportion légèrement inférieure qui n'était pas d'accord (41 pour cent).

Pour les filles qui sont en couple, la négociation de l'utilisation du préservatif peut être difficile. La grande majorité des filles interrogées (92 pour cent) a affirmé qu'elles peuvent demander à leur partenaire ou petit ami d'utiliser un contraceptif. Mais seulement 22 pour cent des filles ont déclaré que leur partenaire ou petit ami accèderait véritablement à cette demande. Ces rapports de pouvoir

LES FILLES VEULENT PARLER DE SEXE ET DE RELATIONS AVEC LEURS PARENTS



Pourcentage des personnes interrogées sur un total de 119

De jeunes mères s'informent sur les soins aux enfants dans une communauté Miskito dans le nord du Nicaragua.

Plan International



inégaux augmentent le risque de grossesse et de maladies sexuellement transmissibles chez les filles.

Les filles ont déclaré avoir reçu une éducation sexuelle à l'école, mais ont estimé que celle-ci pourrait être plus efficace et qu'un accent accru devrait être mis sur la façon d'utiliser correctement la contraception pour éviter les grossesses et les maladies sexuellement transmissibles.

L'écrasante majorité des filles a affirmé que, bien que leurs mères leur aient parlé d'éducation sexuelle et de relations dans une certaine mesure, elles souhaitent que cela se produise davantage. Un tiers a déclaré qu'elles souhaitent que leurs pères discutent davantage avec elles de ces questions.

« Il n'existe aucune communication avec les parents, ni rapport de confiance », a affirmé une fille durant une discussion de groupe. « Ils pensent que nous sortons avec quelqu'un ou que quelque chose pourrait se passer et que nous tombions enceintes ».

Alors que l'environnement familial semble souvent en deçà des attentes des filles, ces dernières affirment que les relations familiales sont essentielles à leur bien-être, à leur estime de soi et à leur capacité à se fixer des objectifs et à les mettre en œuvre.

Les filles ont souligné l'importance d'avoir une personne à qui parler et avec laquelle partager leurs problèmes. Bénéficier de conseils et de soutien émotionnel a été massivement débattu comme étant essentiel à leur bien-être. La grande majorité des filles a indiqué que ce soutien venait des membres féminins de la famille, y compris des mères, grands-mères et tantes. Cependant, le groupe des jeunes mères mentionnait plus souvent les amis, les psychologues et les organismes communautaires comme représentant des sources importantes de soutien plutôt que les membres de la famille.

Une minorité de filles (10 pour cent) a déclaré qu'elles n'avaient personne à qui parler, ce qui indique un niveau d'isolement et des risques pour leur bien-être. En majorité, ces filles étaient des jeunes mères, pour la plupart âgées de 16 ans ou moins, et les problèmes le plus fréquemment signalés par celles-ci étaient les sévices sexuels et la violence au sein du foyer.

Compte tenu du caractère central et de l'importance du soutien familial cités par la majorité des filles de l'échantillon au Nicaragua, la perte de ce soutien et les implications de la violence au sein du foyer sont particulièrement dévastatrices pour les filles qui pensent n'avoir personne à qui parler, ni nulle part où aller.

L'école était considérée comme un refuge pour de nombreuses filles interrogées. Pour toutes les filles, l'importance de l'éducation en fin d'adolescence était

fortement liée aux sentiments d'être davantage capables et plus positives et d'avoir une plus grande estime d'elles, ainsi qu'à l'idée d'« être quelqu'un ». En plus de la valeur liée à l'enseignement des matières scolaires fondamentales – qui accroît leurs connaissances et leurs capacités – les filles ont également fait le lien entre leur éducation et la connaissance de leurs droits.

Les filles Miskitos ont notamment lié l'éducation des femmes à la réduction des niveaux de violence au sein du foyer. Les filles de cette communauté ont parlé de l'école comme d'un environnement où elles étaient informées de leurs droits et où les valeurs qui pourraient être enseignées à la maison étaient renforcées. Concernant son éducation, une fille de Boaco a déclaré : « [cela] m'a aidée à être davantage positive et à penser que je suis capable et que les hommes ne sont pas les seuls à avoir ce droit ».

La poursuite des études et la transition vers un emploi ou une carrière réussie étaient mentionnées à plusieurs reprises par les filles lors de la définition de leurs objectifs de vie. Fait encourageant, les filles participant à l'enquête étaient en grande majorité satisfaites de la qualité de l'éducation, ainsi que de leur accès à celle-ci, et ont affirmé être convaincues qu'elle aboutirait à de bonnes possibilités d'emploi.

Cependant, bien que les filles aient surtout signalé qu'elles ont la possibilité de terminer leurs études secondaires, près d'un quart des filles interrogées a déclaré qu'elles avaient dû arrêter leurs études pour cause de grossesse ou de harcèlement sexuel. La sécurité dans les écoles continue de poser problème, les filles – en particulier celles qui sont pauvres ou vivent dans les zones rurales – étant confrontées au risque supplémentaire d'être maltraitées par les enseignants.

La perception largement positive de satisfaction en termes d'éducation n'est pas partagée par toutes les filles interrogées. Les filles de la communauté autochtone des Miskitos ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de la qualité de l'éducation qu'elles reçoivent et ont signalé des problèmes concernant la présence des enseignants et les barrières linguistiques. Une fille dans un groupe de discussion à Sisín a déclaré : « Quand nous parlons espagnol, nos camarades de classe se moquent de nous. C'est la raison pour laquelle nous arrêtons de parler ou bien nous essayons de continuer d'apprendre l'espagnol et la raison pour laquelle nous ne pouvons pas progresser dans notre éducation ».

Dans ce groupe, les filles estimaient également que leur accès à l'éducation et leurs chances de terminer leurs études secondaires étaient limités par la certitude de leurs parents que l'éducation des filles est un gaspillage d'argent, car elles vont simplement se marier ou tomber enceintes. Les filles Miskitos avaient l'impression très nette que le système d'éducation les laisse pour compte et que leurs besoins spécifiques ne sont pas pris en compte.

LES FILLES EXPRIMENT LEUR SATISFACTION CONCERNANT LES OPPORTUNITÉS D'ÉDUCATION



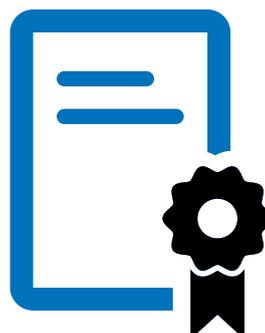
79%

affirment que les filles ont toujours la possibilité de suivre des études secondaires



66%

affirment que les filles ont toujours la possibilité de finir leur scolarité



91%

affirment qu'elles sont satisfaites de la qualité de l'éducation qu'elles ont reçue



90%

pensent qu'achever leurs études leur donnera des possibilités d'emploi décent

Pourcentage des personnes interrogées sur un total de 119

« Les études m'ont permis d'être plus positive et de penser que je suis capable »

(FILLE DE BOACO)



RÉSULTATS DE PAYS : ZIMBABWE

Alors qu'au Nicaragua, les filles ont discuté à plusieurs reprises de leur crainte de la violence et de ses conséquences, au Zimbabwe, les principales préoccupations des filles étaient d'ordre économique.

La pauvreté répandue avait non seulement un impact sur leur santé et leur bien-être, mais elle augmentait également le risque de déscolarisation, qui à son tour les exposait au mariage et aux grossesses précoces. Leur capacité à exercer leurs droits a souvent été discutée comme étant liée ou dépendante du bien-être économique de leur foyer, ce qui avait également un impact sur la capacité des filles à terminer leurs études.

81 pour cent des filles interrogées ont déclaré que, à un moment ou un autre, elles avaient dû abandonner l'école, soit temporairement soit définitivement. Pour une écrasante majorité d'entre elles, la raison à cette déscolarisation était économique, tandis que pour d'autres, la grossesse précoce, le mariage précoce et les menstruations constituaient des obstacles à la poursuite de leurs études. La faible valeur accordée à l'éducation des filles signifiait qu'en cas de pénurie de ressources, les parents choisissaient d'éduquer leurs fils plutôt que leurs filles.

LA PLUPART DES FILLES PENSENT QUE L'ÉDUCATION ABOUTIRA À UNE VIE MEILLEURE



72%

affirment que les filles ont toujours la possibilité de suivre des études secondaires



33%

affirment que les filles ont toujours la possibilité de finir leur scolarité



89%

pensent qu'achever leurs études leur donnera des possibilités d'emploi décent

Pourcentage des personnes interrogées sur un total de 121

Une fois déscolarisées, les filles affirmaient que le risque de mariage et de grossesse précoces augmentait. Elles ont déclaré ressentir une pression de la part de leur famille et tuteurs pour qu'elles se marient, afin d'alléger la charge financière du foyer et pour éviter qu'elles ne « restent à rien faire à la maison ». Les filles elles-mêmes ont également exprimé la crainte de rester « inactives » et liaient ce fait au problème d'avoir trop de liberté, ce qui aboutissait souvent à une grossesse précoce.

Au Zimbabwe, les filles valorisent l'enseignement et souhaitent achever leur éducation – mais celles qui ont été interrogées dans le cadre de ces recherches ont exprimé un mécontentement concernant leur capacité à accéder et à demeurer à l'école. Bien que la grande majorité des filles (88 pour cent) interrogées dans le cadre de l'étude ait affirmé qu'elles avaient l'occasion de se rendre régulièrement dans un établissement d'enseignement secondaire, le taux élevé de déscolarisation temporaire ou permanente est alarmant.

Seul un tiers des filles avec lesquelles nous avons parlé était d'accord avec le fait que les filles de leur âge ont toujours la possibilité de terminer leurs études secondaires. Beaucoup de filles ont affirmé qu'elles étaient régulièrement contraintes d'abandonner. Une fille de Redcliff a déclaré : « Je ne suis pas contente de l'éducation que j'ai reçue parce qu'il m'était difficile d'aller à l'école, car je ne pouvais pas payer les frais de scolarité ».

Davantage de groupes marginalisés, tels que les filles du groupe ethnique des Ndebele, ont relaté une expérience

scolaire encore moins positive. Une fille de la communauté isolée de Silobela a raconté une expérience éducative particulièrement pénible. « Ma scolarité n'a été synonyme que de souffrances », dit-elle. « J'étais toujours déprimée à l'école de voir d'autres enfants pouvoir s'offrir même un repas correct lors de la pause, alors que je n'avais rien. Je n'avais que des fruits sauvages et la faim me tenaillait toute la journée. Je n'arrivais même pas à écouter le professeur ».

Une autre fille de la même communauté a déclaré que le fait de ne pas pouvoir achever sa scolarité signifiait que les filles comme elles n'avaient « pas d'avenir brillant ». D'autres ont affirmé regretter d'avoir été à l'école, qu'elles jugeaient inutile, et qu'elles auraient souhaité ne pas avoir gâché leurs ressources limitées à cet effet.

Toutes les filles interrogées dans le cadre de l'étude au Zimbabwe faisaient un lien entre la valeur de l'éducation et les meilleures opportunités dans la vie et, notamment, les emplois qui permettent d'augmenter leur bien-être économique et celui de leur famille. Neuf filles interrogées sur dix pensaient que le fait d'achever leurs études conduirait à des possibilités d'emploi décent.

L'espoir de finir ses études ou de retourner à l'école était clairement lié à la recherche de moyens de gagner de l'argent grâce à des emplois ou à d'autres projets générateurs de revenus, tels que l'élevage de poulets. Fait intéressant, le petit groupe de filles qui n'avait pas déclaré avoir arrêté l'école à un moment donné a exprimé des aspirations plus élevées concernant ses objectifs de vie et parlé de poursuivre les études et d'avoir une carrière professionnelle.

En comparaison avec l'éducation, une valeur plus élevée est parfois accordée au mariage, par exemple dans les familles et les communautés Ndebele, ce qui amène certaines filles à considérer le mariage comme une réussite. Cependant, toutes ne sont pas d'accord. Une fille a déclaré : « Elles sont obligées de se marier à un jeune âge... parce que notre culture est ainsi. Les aînés devraient changer notre coutume du mariage précoce ».

La plupart des filles étaient d'avis que les filles qui s'étaient mariées tôt devaient faire face à davantage de complications. « Leur vie devient difficile », a déclaré une fille non mariée d'Epworth, une agglomération urbaine près de Harare. « Elles n'auront pas d'avenir meilleur ni de plans pour un avenir plus radieux. Elles vont devoir à présent arrêter l'école pour s'occuper de leurs enfants ».

La majorité des filles a convenu que, si les filles se marient avant 18 ans, elles sont moins susceptibles de terminer leurs études. Sur les 44 filles mariées interrogées, la grande majorité a mentionné la pauvreté, la faim et le manque de ressources économiques comme principaux facteurs pour se marier tôt. Quarante-deux des filles mariées ont



Hope, une leader de jeunes, dans son école à Epworth, près de Harare, au Zimbabwe.

Plan International/Flemming Gerny

indiqué qu'elles avaient dû interrompre leurs études, soit temporairement soit définitivement.

En réfléchissant à l'impact de la grossesse précoce dans leur vie, les jeunes mères mariées ont parlé des complications à la naissance, de la déscolarisation anticipée, du fait d'être battues par leur mari, du regret de leur décision et des difficultés à prendre soin de leur enfant et à subvenir à ses besoins. Ces défis se recoupaient souvent.

« Je veux que mon mari arrête de me battre », a déclaré une fille de Silobela. « Je veux soutenir ma famille. Je veux que mon mari subvienne aussi aux besoins de mon bébé ». Les filles mariées étaient plus susceptibles d'exprimer leur désaccord à la question de savoir si elles avaient suffisamment d'occasions de réussir dans la vie et d'atteindre leurs objectifs, et trois filles mariées sur quatre ont déclaré qu'elles ne disposaient pas des mêmes opportunités que les garçons de réussir dans la vie.

« **Mon mari me prend pour un punching-ball tous les jours. Il m'assène des coups violents. Ma belle-mère m'a intimé de me taire et m'a dit que c'est ainsi dans les mariages** » (JEUNE FILLE MARIÉE, SILOBELA)

En outre, la grande majorité des filles mariées interrogées était d'accord avec l'affirmation que les filles qui se marient jeunes sont plus susceptibles d'être victimes de violence au sein du foyer. « Celles qui sont mariées sont victimes de violence du matin au soir », affirme une fille de Silobela. « Ces filles tombent enceintes à un très jeune âge. C'est parce qu'elles luttent pour survivre. Elles ne sont pas allées à l'école, elles n'avaient pas les moyens de payer les frais de scolarité pour s'y rendre. Elles n'avaient pas d'autre choix que de se marier. Au cours de leur mariage, elles rencontrent habituellement la violence. Je suis fatiguée des coups que m'assène mon mari tous les jours ».

La violence était aussi une réalité pour les filles célibataires, en particulier celles qui sont orphelines ou qui partent vivre au sein de leur famille éloignée, y compris chez des belles-mères et des oncles.

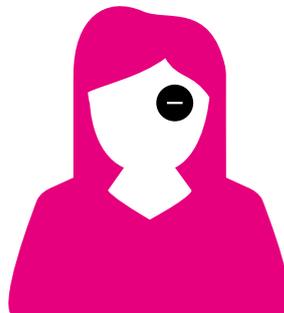
Face à de tels défis, le fait d'avoir quelqu'un à qui parler de leurs problèmes était très important pour la plupart des filles interrogées. De même qu'avec les filles au Nicaragua, les filles au Zimbabwe qui avaient quelqu'un à qui parler valorisaient beaucoup cette relation et trouvaient un grand réconfort dans le fait de pouvoir discuter de leurs problèmes et de recevoir des conseils. Dans leur majorité, les filles ont confié qu'elles parlaient à leur mère, leurs tantes ou à d'autres femmes de la famille, qui selon elles étaient source de soutien et de force.

Cependant, 15 filles – plus de 10 pour cent des filles interrogées – ont déclaré n'avoir personne à qui parler. En majorité, ces filles n'allaient pas à l'école ni ne travaillaient, et trois d'entre elles s'identifiaient elles-mêmes comme des aidantes familiales 24 heures/24 dans leur foyer, soulignant l'ampleur de leur isolement social et de leurs restrictions de mouvement.

Les filles mariées qui bénéficiaient d'un soutien ont affirmé que leur mère ou des femmes de leur famille leur parlaient souvent de mariage et de relations, en particulier des problèmes de violence au sein du mariage. Ces résultats montrent la mesure dans laquelle la violence est normalisée par de nombreuses personnes.

« Mon mari me prend pour un punching-ball tous les jours. Il me donne des coups violents. J'ai des problèmes avec lui », a confié une fille. « Ma belle-mère m'a intimé de me taire et

LES FILLES PENSENT QU'ELLES DOIVENT ACCEPTER LA VIOLENCE POUR LE BIEN DE LEUR FAMILLE



84%

pensent qu'il est inacceptable pour un garçon de frapper sa petite-amie/sa femme ou d'user de violence à son encontre



68%

sont d'accord avec le fait que les femmes tolèrent la violence afin de préserver l'unité familiale

Pourcentage des personnes interrogées sur un total de 121

m'a dit que c'est ainsi dans les mariages... Ma belle-mère est la personne qui me réconforte. Elle m'aide dans la vie ».

Dans l'ensemble, les filles ne pensaient pas qu'il était acceptable que leur petit-ami ou mari les frappe ou fasse usage de violence. Cependant, elles étaient d'avis qu'il est acceptable pour les femmes de supporter la violence dans le but de maintenir l'unité de la famille. La violence est considérée comme quelque chose à laquelle tant les femmes âgées que les plus jeunes doivent s'attendre.

Un peu moins de la moitié des filles interrogées n'est pas d'accord avec le fait que les filles de leur âge avaient suffisamment de possibilités de réussir dans la vie et de réaliser leurs objectifs de vie. Le niveau de désaccord a atteint plus de deux tiers pour la question de savoir si les filles avaient les mêmes chances que les garçons d'atteindre leurs objectifs. Interrogées pour savoir si elles devraient disposer de plus d'opportunités, 9 filles sur 10 ont répondu par l'affirmative.

Les filles au Zimbabwe veulent une vie meilleure, mais luttent pour surmonter les nombreux obstacles auxquels elles sont confrontées, y compris la pauvreté et la violence. Leur motivation et leur passion pour atteindre leurs objectifs, rester à l'école, terminer leurs études, trouver un emploi et générer un revenu pour transformer leur vie ont été clairement exprimées tout au long de l'étude. Elles pensent que davantage d'efforts devraient être faits pour leur permettre de participer efficacement à la vie de leur foyer et de leur communauté.

APERÇUS DES RECHERCHES PRIMAIRES

L'analyse des identités spécifiques et des vulnérabilités croisées rencontrées par les filles crée une meilleure compréhension des défis et des obstacles spécifiques auxquels elles sont confrontées dans la réalisation de leurs objectifs de vie et l'amélioration de leur situation et de leur position dans la société. Par exemple, dans les deux pays, les expériences scolaires des filles issues des minorités ethniques étaient plus négatives que les expériences des groupes de filles plus larges. Afin de sensibiliser les filles les plus exclues et de créer des conditions propices au changement transformateur, une compréhension et une analyse plus approfondies de ces vulnérabilités croisées sont nécessaires.

L'examen des inégalités selon le sexe et d'autres dimensions peut contribuer à identifier les groupes particulièrement vulnérables et permet l'élaboration d'interventions politiques et programmatiques appropriées.

Une approche croisée n'aboutit pas toujours à un ensemble cohérent de conclusions. Au contraire, elle expose les complexités ancrées dans les réalités vécues par les filles et les garçons et met en évidence la diversité des interventions nécessaires pour être efficace. Par exemple, pour comprendre l'expérience d'une fille issue d'une minorité ethnique, il ne suffit pas de comprendre comment elle vit l'inégalité entre les sexes ni comment elle est victime de discrimination ethnique. Une compréhension exhaustive de la manière dont ces deux aspects interagissent et se renforcent mutuellement est nécessaire.

Les interventions politiques et programmatiques doivent également tenir compte de l'importance et de la complexité de la famille, soit en tant qu'environnement qui autonomise les filles ou qui agit en tant que facteur d'exclusion. Dans les deux pays étudiés, les filles ont parlé de la place centrale de la famille dans leur vie, ainsi que de la manière dont elles appréciaient beaucoup le fait d'avoir un membre de la famille à qui parler de leurs problèmes et auprès duquel chercher un soutien et des conseils. D'autre part, de nombreuses filles ont décrit leur environnement familial comme se trouvant à la racine du problème, car elles y étaient maltraitées, rabaissées parce qu'elles étaient des filles ou considérées comme un coût inutile pour le ménage. Ces conditions familiales et domestiques difficiles conduisent souvent les filles à des unions, des mariages ou des grossesses précoces contre leur gré ou avant qu'elles s'estiment prêtes.

Cette étude démontre de façon poignante la nécessité d'une approche globale et nuancée pour lutter contre la violence envers les femmes et les filles. Les progrès vers la réalisation des Objectifs mondiaux pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles doivent prendre en compte les points de vue des personnes touchées par celle-ci. De nombreuses filles interrogées considéraient par exemple que la responsabilité consistant à prévenir la violence sexuelle incombeait aux filles.

Une normalisation de la violence dans les deux pays fait perdre chez les filles la conviction et l'attitude selon lesquelles les sévices sexuels, la violence et les relations sexuelles à risque peuvent être évités si elles opèrent elles-mêmes un changement. De nombreuses filles ont déclaré pouvoir réduire leur risque en modérant leur propre comportement, par exemple, en s'habillant de manière appropriée et en limitant leur présence dans les lieux publics. Cela va à l'encontre des approches qui visent à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles en remettant en cause le statu quo et/ou en plaidant en faveur des hommes et des garçons et auprès de ces derniers pour promouvoir l'égalité des femmes et des filles.

De même, l'étude des attitudes et des perceptions des filles concernant les tâches ménagères donne un aperçu des normes liées au sexe dans un contexte donné. Des discussions de groupes avec les garçons dans les deux pays ont reconnu que, comparativement, les filles passent plus de temps au sein du ménage à exécuter des tâches ménagères, mais les garçons considéraient ces tâches comme étant « légères », alors que leurs propres tâches étaient plus masculines et nécessitaient davantage de force. En outre, les filles comme les garçons ont admis que les garçons avaient plus de temps libre que les filles et davantage d'occasions de jouer et d'étudier.

En interrogeant les filles pour savoir si la charge de travail devait être répartie de façon plus équitable, deux perceptions distinctes sont apparues : les filles au Nicaragua ont exprimé un sentiment d'injustice et d'inégalité, alors que la plupart des filles interrogées au Zimbabwe ne voyaient pas la nécessité de modifier la division du travail et 70 pour cent ont affirmé qu'elles ne pensaient pas qu'elles devraient avoir autant de temps libre que les garçons.

Certaines filles au Zimbabwe ont réagi avec étonnement à la suggestion d'un changement des rôles et des responsabilités bien établis entre les sexes au sein du ménage et ont discuté de la honte et de l'embarras que ressentirait un frère ou mari si on le surprenait à nettoyer la maison.

Pour créer un changement porteur de transformation pour les filles au cours des 15 prochaines années, un accent accru devra être mis sur la création d'environnements bienveillants et favorables dans lesquels toutes les filles peuvent accéder au savoir et être encouragées, dans des espaces sûrs. En luttant contre les rapports de force inégaux et en tenant compte des attitudes, des comportements et des normes sociales, les filles peuvent jouir d'une plus grande autonomie et avoir davantage de choix et de contrôle sur leur propre vie.

Une approche combinée aux recherches quantitatives et qualitatives – telles que les études au Nicaragua et au Zimbabwe – contribue à une analyse de l'égalité des sexes plus détaillée, ce qui nous permet d'aller au-delà des chiffres pour révéler les réalités quotidiennes des femmes et des filles et d'y répondre, et nous fournit un appui considérable en faveur d'un véritable changement.



MESURER LES MOTEURS DE L'INÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

PAR GAËLLE FERRANT, ÉCONOMISTE, KEIKO NOWACKA, COORDONNATRICE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET ANNEISE THIM, ANALYSTE POLITIQUE, CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est très prometteur en ce qui concerne la réalisation de l'égalité des sexes, grâce à ses buts, objectifs et indicateurs ambitieux qui prennent en compte les obstacles systémiques auxquels les femmes et les filles sont confrontées pour jouir de l'égalité des droits, des chances et de bien-être.

Une différence importante par rapport aux objectifs du Millénaire pour le développement est la reconnaissance du fait que les normes sociales jouent un rôle important dans les droits et le bien-être des femmes et des filles. Les cibles concernant le travail de soins non rémunéré, les pratiques néfastes et le mariage précoce constituent des exemples de l'inclusion de cet objectif de normes sociales dans le nouveau cadre de développement. Il sera essentiel de mesurer les normes sociales et de faire un suivi des changements au fil du temps afin d'encourager les progrès vers la réalisation de ces cibles.

Le suivi des changements des attitudes, des perceptions et des normes a souvent été considéré comme insaisissable, complexe ou controversé. Au cours des huit dernières années, l'indice Institutions Sociales et Égalité homme-femme (ISE) du Centre de développement de l'OCDE a proposé une approche et une méthodologie innovantes pour aborder ce sujet. Grâce à sa base de données et ses profils de pays de 160 pays, cette mesure transfrontalière des institutions sociales discriminatoires a permis d'obtenir un aperçu détaillé et d'entreprendre de nouvelles recherches sur le lien entre les normes sociales et les résultats de développement.

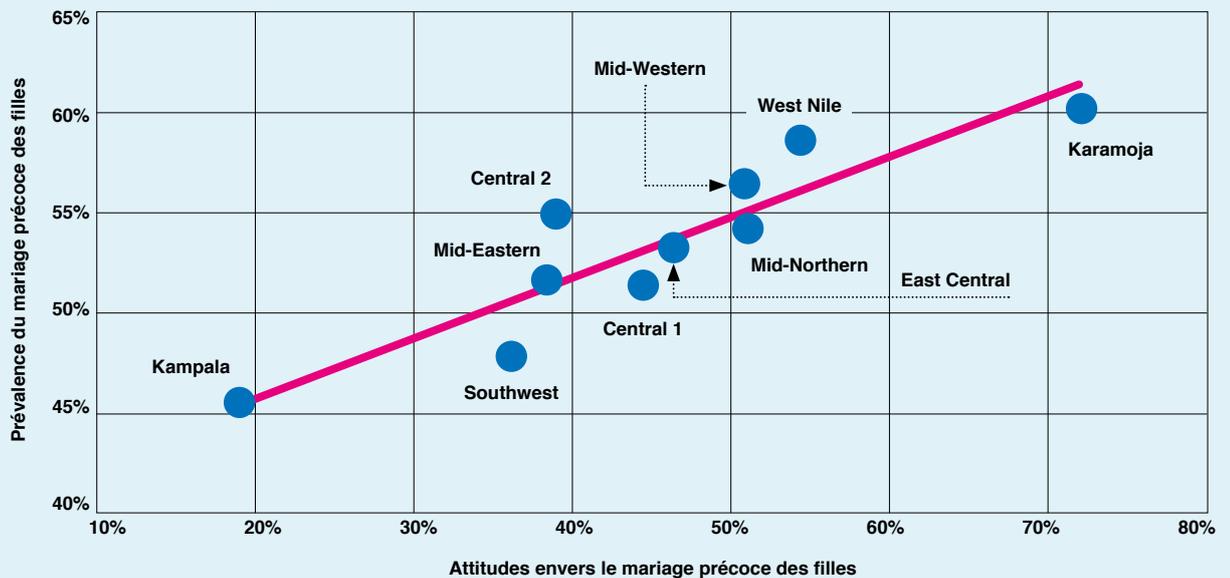
En mesurant les institutions sociales qui sont discriminatoires à l'égard des femmes, cet indice révèle les écarts entre les sexes imputables à la législation, aux pratiques et aux attitudes en termes de droits et d'opportunités.

Les institutions sociales discriminatoires comprennent les lois, les normes sociales et les pratiques formelles et informelles qui limitent ou excluent les femmes et, par conséquent, entravent leur accès aux droits, à la justice, aux ressources et aux possibilités d'autonomisation. Une approche de cycle de vie vise à recenser la façon dont les institutions sociales discriminatoires se retrouvent tout au long de la vie des femmes et des filles, compromettant leur représentation et leur capacité à faire des choix de vie.

Fait important, l'ISE montre que cette discrimination et ces inégalités ont non seulement un impact défavorable sur la vie des femmes et des filles, mais peuvent aussi entraver les résultats positifs des objectifs de développement. Les recherches utilisant des données de l'ISE révèlent que les écarts entre les sexes dans les institutions sociales se traduisent par des écarts entre les sexes dans les principaux domaines d'autonomisation, tels que la participation à la main-d'œuvre et l'éducation⁴⁶.

Par exemple, des niveaux plus élevés d'institutions sociales discriminatoires sont associés à des possibilités d'autonomisation économique plus faibles pour les femmes. Les attentes sociales selon lesquelles les femmes devraient être les principales pourvoyeuses de soins au sein de la famille signifient que celles-ci tendent à avoir moins de temps à consacrer à des activités rémunérées, ce qui explique certaines des inégalités qui existent sur le marché du travail.

LES TAUX DE MARIAGE PRÉCOCE SONT PLUS ÉLEVÉS AUX ENDROITS OÙ CE DERNIER EST CONSIDÉRÉ SOUS UN JOUR PLUS POSITIF



Source : Organisation de coopération et de développement économiques, Base de données du genre et des institutions pour l'Ouganda (Paris : OCDE), <http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=cd75203a-8a4d-4408-8470-056a0e1afabb&themetreid=21>

Lorsque les disparités entre les sexes en termes du temps consacré à des activités de soins non rémunérées augmentent, les écarts entre les sexes concernant la participation à la main-d'œuvre et les salaires ont également tendance à être plus élevés. Lorsque les femmes passent deux fois plus de temps à des activités de soins non rémunérées que les hommes, elles gagnent 65 pour cent du salaire des hommes. Lorsque la part des activités de soins non rémunérées des femmes augmente et est cinq fois plus importante que celle des hommes, le salaire des femmes diminue pour n'atteindre que 40 pour cent du salaire des hommes.⁴⁷

De même, en prenant l'exemple du mariage d'enfants, les recherches de l'ISE ont montré que, dans les pays où les filles sont plus susceptibles que les garçons de se marier tôt, elles ont moins de chances de terminer leurs études secondaires.⁴⁸

En limitant l'accès des femmes à l'éducation et leur participation à la main-d'œuvre, les institutions sociales discriminatoires ont un impact négatif sur les économies et réduisent la croissance économique potentielle. La discrimination sexuelle dans les institutions sociales représente un coût considérable, à savoir une perte de

revenu estimée à 12 billions de dollars à travers le monde – soit 16 pour cent du revenu mondial.⁴⁹

RECENSER LES NORMES SOCIALES AU NIVEAU DU PAYS

Les études de pays de l'ISE en Ouganda et au Burkina Faso viennent compléter les éléments de preuve dans le monde et génèrent de nouvelles connaissances et une nouvelle compréhension de la manière dont les normes sociales ont un impact – à la fois positif et négatif – sur l'égalité des sexes et les résultats de développement. Ces études ont permis de réaliser des questionnaires nationaux sur mesure, comportant des questions s'adressant aux femmes et aux hommes dans des domaines allant de l'esprit d'entreprise à la violence sexiste.

Cette expérience aux niveaux mondial et national met en évidence l'importance des normes sociales dans les processus de développement, ainsi que la manière dont les pays et les organisations peuvent – et doivent – intégrer un objectif de normes sociales dans leurs évaluations, politiques et stratégies.

L'étude de pays en Ouganda a adopté une approche participative, afin de veiller à ce qu'elle réponde aux priorités nationales sur l'égalité des sexes et recense les formes spécifiques

de discrimination existant dans le pays. Cette approche comprenait des consultations nationales avec des décideurs, des chercheurs, des organisations de la société civile et des spécialistes du développement ; la mise en place d'un groupe consultatif technique ; et l'élaboration d'un document de synthèse détaillé par des experts nationaux portant sur les institutions sociales discriminatoires.

Utilisant des approches tant qualitatives que quantitatives pour recenser les institutions sociales discriminatoires et combler les insuffisances de données, cette étude comprenait des groupes de discussion dans 28 districts, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés. Cela a contribué à affiner la conception du module quantitatif, ajouté des informations complémentaires aux résultats de l'enquête quantitative et permis d'autres améliorations pour identifier la manière dont les problèmes d'inégalité entre les sexes sont perçus dans les communautés participantes.

Le questionnaire de l'Ouganda comprenait deux modules (au niveau des ménages et au niveau individuel) et l'enquête a été menée dans l'ensemble des districts et des régions du pays. La taille de l'échantillon, à savoir plus de 3 600 ménages, a été fixée pour permettre

des estimations aux niveaux national, rural-urbain et infrarégional. Pour chaque ménage, un homme et une femme âgés de plus de 18 ans ont été interrogés, soit au total plus de 5 700 personnes.

METTRE FIN AU MARIAGE PRÉCOCE

Les résultats mettent en évidence la façon dont les normes sociales et les pratiques coutumières influent sur les tendances de mariage précoce des filles. Bien que la campagne de lutte contre le mariage précoce en Ouganda ait enregistré des progrès solides grâce à des réformes juridiques, l'accent sur l'évolution des normes sociales pourrait accélérer les progrès vers la fin du mariage précoce.

Bien que la Constitution ougandaise fixe l'âge légal du mariage à 18 ans⁵⁰ pour les filles et les garçons, la Loi coutumière sur le mariage autorise des exceptions pour que les filles puissent se marier à l'âge de 16 ans.⁵¹ Ces écarts qui marquent le cadre législatif expliquent l'arrêt des progrès vers l'élimination de cette institution sociale discriminatoire.

Alors que la proportion de femmes mariées avant l'âge de 15 ans a diminué au fil du temps – de 19 pour cent chez les femmes âgées de 45 à 49 ans à 3 pour cent chez les femmes âgées de 15 à 19 ans⁵² – le mariage précoce est encore largement pratiqué en Ouganda. De plus, les écarts entre les filles et les garçons restent élevés : en 2011, près de la moitié de toutes les femmes âgées de 20 à 49 ans étaient mariées avant l'âge de 18 ans, contre seulement 9 pour cent des hommes âgés de 25 à 49 ans.⁵³

Alors que les taux de mariage précoce des filles sont les plus bas dans les zones urbaines comme Kampala, ils sont plus élevés dans les régions moyen-nord, est et centre-est de l'Ouganda – dans lesquelles deux femmes sur trois

étaient mariées avant l'âge de 18 ans et une fille sur trois était mariée avant l'âge de 16 ans. Les lois et les pratiques coutumières qui autorisent le mariage précoce permettent d'expliquer ces variations dans les taux de prévalence entre les différentes régions.

Les attitudes envers le mariage précoce des filles sont également un facteur important dans les taux de prévalence. Dans les régions où le mariage précoce des filles est considéré comme positif, les taux de prévalence sont plus élevés. Encore une fois, cela touche les filles et les garçons différemment : près de 50 pour cent des personnes interrogées dans le cadre de l'étude de l'ISE en Ouganda étaient d'accord avec le fait que les filles devraient se marier avant l'âge de 18 ans, mais seulement 15 pour cent étaient d'accord avec le fait que les garçons devraient se marier avant l'âge de 18 ans. À Karamoja, ces chiffres sont plus élevés, atteignant respectivement 72 pour cent et 26 pour cent.

D'autres coutumes de mariage en Ouganda reflètent également le statut d'une jeune fille dans la famille et ont un impact sur celui-ci. La dot d'une mariée est une coutume de mariage traditionnelle dans laquelle la famille de la fille reçoit un cadeau de la part du futur mari et de la famille de ce dernier. La dot était considérée comme une pratique « courante » ou « nécessaire » par 78 pour cent et 92 pour cent des personnes interrogées, respectivement.

Pour la plupart des Ougandais, la dot de la mariée rend le mari propriétaire de sa future épouse (72 pour cent) et accorde un statut à une fille (93 pour cent). Cela est particulièrement vrai à Karamoja, où la quasi-totalité de la population est d'accord avec les affirmations suivantes : « un mariage exige une dot », « si un homme verse une dot pour sa femme, cela signifie qu'il est propriétaire de

celle-ci » et « une dot de la mariée donne à la fille un statut ».

OPPORTUNITÉS SANS PRÉCÉDENT

L'ISE et son approche de norme sociale soulèvent de nouvelles questions importantes sur la façon de mieux faire progresser l'égalité des sexes, qui sont particulièrement pertinentes pour la vision de la transformation sociale énoncée dans les Objectifs mondiaux. Comme le montrent les résultats de l'ISE pour l'Ouganda concernant le mariage précoce, les lois, les normes sociales, les attitudes et les perceptions constituent les principaux paramètres qui déterminent la capacité d'une jeune fille à exercer ses droits et à bénéficier de possibilités d'autonomisation.

Bien qu'ils soient généralement considérés comme trop complexes à mesurer, les résultats provenant de l'Ouganda indiquent que le fait de poser de nouvelles questions sur les normes sociales offre des opportunités sans précédent pour lutter contre les causes profondes de l'inégalité et accélérer les progrès.

D'autres investissements dans les statistiques sur l'égalité des sexes, en particulier des données sur les normes sociales, permettront d'améliorer la compréhension de la manière dont la discrimination au sein des institutions sociales se recoupe dans les résultats en faveur des femmes et des filles et les influencent. Traduire les données sur les normes sociales en solutions politiques efficaces à même de contrer et de transformer ces obstacles sera primordial, tant pour assurer un suivi des types de changements essentiels à la réalisation du Programme à l'horizon 2030 que pour appuyer ces derniers. ■

Les idées exprimées et les arguments avancés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'OCDE, son Centre de développement ou des gouvernements de ses pays membres.

CHAPITRE 5

UN APPEL À L'ACTION



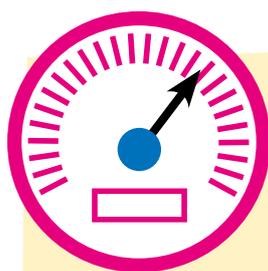
Des filles rient au moment du déjeuner à l'école, dans le district de Guangnan en Chine
Plan International

En tant que communauté internationale, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour traduire l'ambition des Objectifs mondiaux en actions. Les investissements et les innovations de la part des gouvernements, des partenaires du développement, de la société civile et du secteur privé joueront un rôle essentiel. Pour mesurer les progrès réalisés vers les Objectifs mondiaux et en assurer le suivi, il faudra déployer des efforts coordonnés considérables dans les années à venir, dont le coût estimé atteindra probablement 1 milliard de dollars par an.⁵⁴

Un véritable engagement vis-à-vis de la mise en œuvre des Objectifs mondiaux passe par la concrétisation des promesses des gouvernements en priorités et investissements nationaux, et leur acceptation de leur responsabilité de rendre des comptes par rapport aux progrès accomplis. Les dirigeants politiques et la société civile doivent exiger les analyses et les outils de données qui sont nécessaires à une prise

de décisions éclairée et à leur mise en œuvre. Il convient de mettre en place des mécanismes de responsabilisation participatifs et rigoureux afin d'exiger des gouvernements qu'ils respectent leurs obligations aux niveaux national, régional et mondial.

En guise de première étape, ce partenariat maintient qu'un monde dans lequel chaque femme et chaque fille compte et peut être comptée n'est pas seulement possible, mais que cela fait partie intégrante de la façon de mesurer les progrès. Nous nous engageons à réunir nos connaissances, à évaluer ce que nous ignorons et à fournir une analyse utile sur la manière de combler les lacunes des connaissances dont nous avons besoin. Nous plaiderons auprès des bailleurs de fonds, des Nations Unies et des organismes multilatéraux, des gouvernements, du secteur privé et de la société civile, en les appelant à :



Accélérer les efforts pour nourrir une révolution en matière de données sur l'égalité entre les sexes

Le manque d'informations fiables et complètes sur les femmes et les filles entravent les efforts visant à atteindre l'égalité des sexes. Si l'on veut atteindre les Objectifs mondiaux d'ici 2030, il est impératif d'améliorer nos connaissances actuelles sur la vie, le bien-être et la protection des femmes et des filles. Ces avancées doivent inclure la résorption des lacunes des données sur l'égalité des sexes et l'amélioration de la collecte et de l'analyse actuelles des données, afin de fournir de meilleurs renseignements sur l'égalité des sexes et sur les obstacles qui peuvent handicaper les femmes et les filles.



Investir dans les capacités nationales en matière de statistiques et les renforcer

Nous disposons déjà d'une partie des informations dont nous avons besoin pour raconter l'histoire des femmes et des filles, bien que les renseignements concernant l'expérience des plus exclues continuent de faire gravement défaut. Nous connaissons une partie de ce qui manque et la plupart des écarts à résorber, et nous savons où les données existent mais ne sont pas analysées ou utilisées avec efficacité. Alors que nous commençons à œuvrer pour combler ces écarts, nous devons également renforcer, analyser, ventiler et compléter les précieuses données qui existent déjà.

L'amélioration des données sur l'égalité des sexes pose forcément des défis à la communauté de statisticiens, pour tout un ensemble de raisons techniques, mais aussi juridiques, politiques et ayant trait aux capacités. Il est cependant impératif de trouver des moyens de consolider les capacités et de surmonter ces défis. Nous ne satisferons à notre ambition visant à toucher les plus exclues et à ne laisser personne de côté qui est inscrite dans les Objectifs mondiaux que grâce à des données solides et fiables.



Adopter différents types et sources de collecte et d'analyse de données

Les indicateurs officiels peuvent être consolidés davantage s'ils sont complétés par des données fondées sur les perceptions, des données qualitatives ainsi que des données issues d'organisations et d'institutions non gouvernementales crédibles. Tous ces types de données peuvent être utilisés pour susciter un débat public, attirer l'attention sur des questions peu débattues, et fournir une meilleure image de la réalité. Le fait de demander aux gens de faire part de leurs perceptions concernant leur bien-être peut également mener à une plus grande responsabilisation publique.

Il est également essentiel de disposer de recherches et de rapports complémentaires et alternatifs de la société civile, de groupes de réflexion, de fondations et d'universitaires pour veiller à atteindre un aperçu équilibré et analytique de la situation et compléter les efforts nationaux officiels en matière de rapports. Les rapports alternatifs permettent de contribuer à la responsabilisation générale lorsque les citoyens n'ont autrement pas la chance de participer aux rapports gouvernementaux et de mettre l'accent sur les questions qui ne sont pas soulevées et/ou que les gouvernements ignorent.

Nous aurons besoin de tout un éventail d'informations pour veiller à effectuer des mesures précises et répondre aux expériences et aux perceptions des femmes et des filles au cours des 15 prochaines années.



Ensemble!

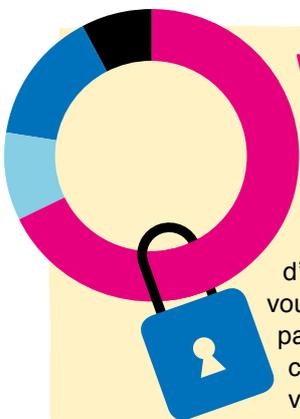
Mettre à profit les preuves et les données pour orienter notre action et bâtir un mouvement

L'ensemble de données le plus complet et le meilleur n'a aucune pertinence à moins d'être diffusé pour guider le processus de prise de décisions, les investissements et les mesures, ou à moins que les données et preuves qui sont utilisées reflètent avec précision la réalité de la population. Sans une meilleure capacité à produire et analyser les données et à accéder aux données d'une manière susceptible d'entraîner des mesures, le tout dans le respect de la déontologie, le changement transformateur ne restera qu'un objectif distant.

Il est important de se souvenir que derrière chaque donnée se cache une vie, une famille ou un groupe de personnes avec son histoire à raconter. Au fur et à mesure que les points de mesure changent, l'impact ne se voit pas seulement dans un tableau ou sur un graphique, mais il est bel et bien ressenti par les personnes que ces points de sonde représentent.

Les données, pas seulement les statistiques, mais aussi les histoires personnelles qu'elles abritent, sont susceptibles d'être des outils puissants entre les mains des militants des droits des femmes et des filles. Ces militants doivent posséder les compétences afin d'utiliser les statistiques sur l'égalité des sexes avec efficacité, et les bureaux nationaux de la statistique doivent avoir des capacités solides pour présenter les données d'une manière conviviale et adaptée à la jeunesse. Transformer les données en connaissances que les gens peuvent utiliser et donner à ces personnes la chance de prendre des mesures en se fondant sur ces connaissances leur permettra d'améliorer leur vie et le monde qui les entoure.

Veiller à ce que la collecte et l'analyse des données soient sûres et qu'elles respectent les règles de déontologie



Nous savons que la connaissance c'est le pouvoir et qu'il est facile d'abuser de son pouvoir. Lorsque vous vous occupez de données, tout particulièrement de données concernant certaines des personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées du monde, il faut avant tout accorder la priorité à la confidentialité et à la confiance du public. Il est impératif de protéger tout le monde contre tout préjudice susceptible d'être occasionné par une utilisation abusive des données si l'on veut que la révolution des données sur

l'égalité des sexes soit couronnée de succès. La sécurité est la responsabilité de tous.

Pour qu'il y ait confiance et consentement, le public doit être convaincu que l'ensemble des parties prenantes peuvent s'acquitter de leurs devoirs et qu'elles le feront, y compris celui de créer et d'appliquer des cadres juridiques qui garantissent la confidentialité et la sécurité des données, de veiller à la qualité et à l'indépendance des données, et d'améliorer la capacité des citoyens à participer à la qualité des données et à l'évaluer, et à utiliser les données pour prendre des décisions sur leur vie.



Filles d'un group de danse à Aceh, Indonésie.
Plan International / Fauzan Ijazah

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT, TOUT LE MONDE A UN RÔLE À JOUER

La révolution des données sur l'égalité des sexes pour les filles et les femmes se forgera sur la collaboration : les organisations et les spécialistes de divers domaines et disciplines doivent se réunir pour partager les connaissances, informations et meilleures pratiques, identifier les domaines où le travail en collaboration peut contribuer à résoudre les problèmes communs, et travailler à combler les lacunes de données.

La volonté politique est un fondement essentiel de cette entreprise. Dans le cadre de leur devoir de respect des droits de l'homme, les gouvernements sont responsables de s'assurer que la capacité existe à produire, analyser et diffuser les données sur l'égalité des sexes d'une façon qui ne porte pas préjudice. Les bailleurs de fonds peuvent soutenir ces efforts de plusieurs façons, et notamment en apportant une assistance financière et technique au renforcement des capacités, au plaidoyer et à la responsabilisation.

Les partenaires du secteur privé peuvent s'impliquer dans le partage des données pertinentes avec les gouvernements et la société civile, ainsi qu'en aidant à mettre au point des méthodes novatrices pour réunir et organiser les informations, et les diffuser à ceux qui en ont besoin.

Les ONG et les organisations de la société civile peuvent contribuer à exiger davantage de données de meilleure qualité, compléter les données officielles grâce à des données générées par les citoyens ou des données qu'ont

recueillies des organisations et des institutions fiables, et souligner les exemples pour lesquels les données ont un impact. Elles peuvent aussi améliorer les compétences en matière d'analyse des données au sein des communautés qu'elles servent, et veiller à ce que leur propre partage des données soit responsable et se fasse dans le respect des droits de l'homme.

Les médias ont un rôle à jouer en traitant de ces sujets, en aidant les gens à comprendre la nécessité de disposer de données sur l'égalité des sexes et leur utilisation, et en contribuant à alimenter et amplifier les appels à l'action et à consolider la base de connaissances sur l'égalité des femmes et des filles.

Les citoyens peuvent participer à cette entreprise en utilisant et partageant les données, en cherchant des occasions de consolider leurs compétences d'analyse des données, et en exigeant des comptes de la part des collecteurs et producteurs de données.

En fin de compte, cet appel à l'action s'adresse à tous et à toutes, dans tous les pays du monde. Un appel à l'action pour celles et ceux qui produisent les données afin que celles-ci soient publiées et faciles à utiliser, à celles et ceux qui disposent de données de les utiliser de manière à mieux faire connaître la situation des femmes et des filles, et à celles et ceux qui n'ont pas de données d'en exiger.

Nous avons tous et toutes un rôle à jouer pour rendre visibles les invisibles et veiller pour que chaque fille et chaque femme compte et soit compétente.

LACUNES CRITIQUES DES DONNÉES SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES IDENTIFIÉES PAR DATA2X

Dans le cadre de ses travaux visant à améliorer la qualité, la disponibilité et l'utilisation des données sur l'égalité des sexes, Data2X a identifié des lacunes importantes en se fondant sur les besoins, la couverture de la population et la pertinence des politiques. Le tableau suivant présente les 28 lacunes identifiées dans cinq domaines : la santé, l'éducation, les opportunités économiques, la participation politique et la sécurité humaine. Pour tout complément d'information, voir le site <http://data2x.org>

data2x

partnering for a
gender data revolution

DOMAINES	LACUNES DES DONNÉES SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES			
	Insuffisance de la couverture dans les pays et/ou de la production régulière de données nationales	Absence de normes internationales pour permettre l'établissement de comparaisons	Complexité insuffisante : Informations dans tous les domaines	Granularité insuffisante : Ensembles de données détaillées permettant la ventilation
SANTÉ				
Morbidité et mortalité maternelles	●			●
Charges de morbidité excessives des femmes	●			
Violence contre les femmes	●		●	
Santé mentale	●		●	●
Santé des adolescents	●		●	●
Utilisation des services de santé par les femmes	●			●
ÉDUCATION				
Acquis scolaires	●	●		
Exclusion des filles	●	●		
Taux de transition	●			
POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES				
Travail non rémunéré	●			
Emploi informel	●			
Revenus et coût d'opportunité du travail rémunéré	●	●		
Conditions des travailleurs migrants	●	●		
Mobilité professionnelle	●	●		
Entrepreneuriat	●			
Possession d'actifs	●			
Productivité dans l'agriculture	●	●		
Accès aux services financiers	●			
Accès aux services de garderie	●	●		
Accès à la téléphonie mobile et à l'Internet	●	●		
PARTICIPATION POLITIQUE				
Représentation dans la gouvernance locale, les organisations politiques et les professions	●			
Documents d'identité nationale	●			
Enregistrement et participation électoraux	●			
SÉCURITÉ HUMAINE				
Morbidité et mortalité liées aux conflits	●			
Personnes déplacées de force et profils des migrants	●			
Impact du conflit sur les variables sexospécifiques	●			
Violence sexuelle et sexiste liée aux conflits	●			
Participation aux processus de paix et de sécurité	●			

RÉFÉRENCES

1. Melinda Gates. « A Girl's and Women's Lens on the SDGs », Allocution à la 4e Conférence mondiale de Women Deliver (Copenhague, le 17 mai 2016).
2. Division de statistique de l'ONU, Provisional Proposed Tiers for Global SDG Indicators (New York : ONU, 2016), p. 17-19.
3. Jeffery Sachs, et al., SDG Index & Dashboards: A Global Report (New York : Bertelsmann Stiftung et Réseau des solutions pour le développement durable, 2016), p. 11.
4. Organisation mondiale de la Santé, Mortalité maternelle, Aide-mémoire n° 348 (Genève : OMS, mise à jour en novembre 2015), <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs348/fr>.
5. Nations Unies, Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York : ONU, 2015), p. 5.
6. Nations Unies, Rapport 2016 sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York : ONU, 2016), p. 20.
7. Union interparlementaire, Les femmes dans les parlements nationaux : État de la situation au 1er juin 2016 (Genève : UIP, 2016), <http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm>.
8. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Enseigner et apprendre : Atteindre la qualité pour tous : Résumé sur l'égalité entre les sexes (Paris : UNESCO, 2014), p. 34.
9. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Ne laisser personne pour compte : sommes-nous loin de l'enseignement primaire et secondaire universel ?, Document d'orientation 27/Fiche d'information 37 (Paris : UNESCO, juillet 2016), p. 2.
10. Nations Unies, Rapport 2016 sur les objectifs du Millénaire pour le développement (New York : ONU, 2016), p. 21.
11. Division de statistique de l'ONU, Femmes dans le monde 2015 : Des chiffres et des idées (New York : ONU, 2015), p. 106.
12. Nations Unies, Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (New York : ONU, le 21 octobre 2015), p. 2.
13. WASHplus, WASHplus End of Project Report : What We Did and Why It Matters (Washington, D.C. : Agence des États-Unis pour le développement international, juillet 2016), p. 37.
14. BLE Solutions LLC, Executive Summary: Evaluation of Let Girls Lead's Adolescent Girls' Advocacy and Leadership Initiative, janvier 2009-juin 2013 (Let Girls Lead, 2013).
15. Fonds des Nations Unies pour la population, « Schools for Husbands Gaining Ground in Rural Niger » (Niamey : FNUAP, le 17 juin 2014), www.unfpa.org/news/schools-husbands-gaining-ground-rural-niger.
16. Jerker Liljestrand et Mean Reatanak Sambath, « Socio-economic Improvements and Health System Strengthening of Maternity Care Are Contributing to Maternal Mortality Reduction in Cambodia », Reproductive Health Matters, vol. 20, no. 39 (London: 2012), p. 62-72.
17. Hans-Peter Kohler et Jere R. Behrman, « Benefits and Costs of the Population and Demography Targets for the Post-2015 Development Agenda », Document d'évaluation démographique et de la population (Copenhagen Consensus Center, octobre 2015), p. 48.
18. Amber Peterman, « Women's Property Rights and Gendered Policies: Implications for Women's Long-term Welfare in Rural Tanzania », Journal of Development Studies, vol. 47, no. 1 (janvier 2011).
19. Fonds des Nations Unies pour la population, État de la population mondiale 2013 : La mère-enfant : Face au défi de la grossesse chez l'adolescente (New York : FNUAP, 2013), p. 4.
20. Nations Unies, Millennium Development Goals: Gender Chart (New York : ONU, 2015), <http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2016/2/gender-chart-2015>.
21. Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable du Secrétaire général des Nations Unies, Un monde qui compte : Mobiliser la révolution des données pour le développement durable (New York : IEAG, novembre 2014), p. 14.
22. Division de statistique de l'ONU, Femmes dans le monde 2015 : Des chiffres et des idées (New York : ONU, 2015), p. xv.
23. Division de statistique de l'ONU, Gender Statistics Manual: Integrating a Gender Perspective into Statistics (ONU, modifié le 14 mai 2013), <http://unstats.un.org/unsd/genderstatmanual>.
24. Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable du Secrétaire général des Nations Unies, Un monde qui compte : Mobiliser la révolution des données pour le développement durable (New York : IEAG, 2014), p. 12.
25. Ce rapport fait la distinction entre « sexe » et « genre » en se servant de la définition suivante de la Division de statistique de l'ONU : « La notion de « sexe » renvoie aux différences biologiques entre hommes et femmes. Ces différences sont universelles et immuables et ne varient pas dans le temps ni à travers les cultures. La notion de « genre » renvoie à des différences socialement construites des attributs et possibilités associés au fait d'être un homme ou une femme et aux interactions sociales et relations entre les hommes et les femmes ».
26. Saul Guerrero, Sophie Woodhead et Marieke Hounjet, On the Right Track? A Brief Review of Monitoring and Evaluation in the Humanitarian Sector (London: Action contre la Faim International et le Consortium des organisations humanitaires britanniques, 2013), p. 8.
27. Naila Kabeer, « The Challenges of Intersecting Inequality », dans « Group Inequality and Intersectionality », Maitreyee, no. 24 (Brewster, Mass.: Human Development & Capability Association, juillet 2014), p. 5.
28. Jeffery Sachs, et al., SDG Index & Dashboards: A Global Report (New York : Bertelsmann Stiftung et Réseau des solutions pour le développement durable, 2016), p. 11.
29. Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, Données et indicateurs relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (New York : ONU, 2016), p. 58.
30. Voir : Martín Valdivia, « Business Training Plus for Female Entrepreneurship? Short and Medium-Term Evidence from a Field Experiment in Peru », Document de travail, (Lima : Grupo de Análisis para el Desarrollo, mai 2014) ; et Franck Adoho, et al., « The Impact of an Adolescent Girls Employment Program: The EPAG Project in Liberia », Document de travail de recherche sur les politiques n° 6832 (Washington, DC: Banque mondiale, avril 2014).
31. Michael O'Sullivan, et al., Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa (Washington, D.C. : Banque mondiale et Campagne ONE, 2014), p. 10.
32. Elena Bardasi et al., « Do Labor Statistics Depend on How and to Whom the Questions are Asked? Results from a Survey Experiment in Tanzania », Document de travail de recherche sur les politiques n° 5192 (Banque mondiale, janvier 2010), p. 39-41.
33. Louise Fox et Obert Pimhidzai, « Different Dreams, Same Bed: Collecting, Using and Interpreting Employment Statistics in Sub-Saharan Africa; The Case of Uganda » Document de travail de recherche sur les politiques n° 6436 (Banque mondiale, mai 2013), p. 14.
34. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, A Human Rights-Based Approach to Data: Leaving No One Behind in the 2030 Development Agenda; Guidance Note to Data Collection and Disaggregation (Genève : HCDH, le 19 février 2016).
35. Voir : Assemblée générale des Nations Unies, « Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 29 janvier 2014 : Principe fondamental de la statistique officielle », A/RES/68/261 (New York : ONU, le 3 mars 2014).
36. Bureau régional du Pacifique occidental de l'Organisation mondiale de la Santé, Measuring and Responding to Violence against Women in Kiribati: Action on Gender Inequality as a Social Determinant of Health (Manila: Bureau régional du Pacifique occidental de l'OMS, 2013), p. 1.
37. Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, Kiribati Family Health and Support Study: A Study on Violence against Women and Children (Nouméa, Nouvelle-Calédonie : Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2010), p. 2.
38. Teima Onorio, « Statement by Vice-President of Kiribati, Honourable Ms Teima Onorio for the 57th Commission on the Status of Women » (mars 2013).
39. Plan Inde, Stories of Change: Upholding the Rights of the Girl Child (New Delhi : Plan Inde, 2014) p. 4.
40. Census Organization of India, Punjab Population Census Data 2011, <http://www.census2011.co.in/census/state/punjab.html>.
41. Plan Inde, Stories of Change: Upholding the Rights of the Girl Child (New Delhi: Plan Inde, 2014), p. 5.
42. ONE, Poverty is Sexist: Why Girls and Women Must Be at the Heart of the Fight against Extreme Poverty (ONE, 2015).
43. Taryn Dinkelman, « The Effects of Rural Electrification on Employment: New Evidence from South Africa », American Economic Review, vol. 101, no. 7 (décembre 2011), p. 3078-3108.
44. ONE, Poverty Is Sexist 2016, disponible sur <https://www.one.org/ustake-action/poverty-is-sexist/#report>.
45. Bread for the World Institute. Rapport 2015 sur la faim « When Women Flourish ... We Can End Hunger » (Washington, D.C. : Bread for the World Institute, 2015), p. 36.
46. Gaëlle Ferrant, Keiko Nowacka et Annelise Thim, Living Up to Beijing's Vision of Gender Equality: Social Norms and Transformative Change (Paris : Centre de développement de l'OCDE, mars 2015), p. 6.
47. Gaëlle Ferrant, Luca Maria Pesando et Keiko Nowacka, Unpaid Care Work: The Missing Link in the Analysis of Gender Gaps in Labour Outcomes (Paris : Centre de développement de l'OCDE, décembre 2014), p. 6.
48. Gaëlle Ferrant et Keiko Nowacka, « Measuring the Drivers of Gender Inequality and their Impact on Development: The Role of Discriminatory Social Institutions », Gender & Development, vol. 23, no. 2 (2015), p. 319-335.
49. Gaëlle Ferrant et Alexandre Kolev, The Economic Cost of Gender-Based Discrimination in Social Institutions (Paris : Centre de développement de l'OCDE, juin 2016).
50. Constitution de la République de l'Ouganda, 1995, para. 31(1).
51. Customary Marriage (Registration) Act 1973 (Uganda Legal Information Institute), Part I, para. 11, <http://www.ulii.org/ug/legislation/consolidated-act/248>.
52. Uganda Bureau of Statistics, 2011 Uganda Demographic and Health Survey (Kampala, Ouganda : UBOS, août 2012), p. 50.
53. Ibid.
54. Réseau des solutions pour le développement durable et al., Data for Development: A Needs Assessment for Global Goals Monitoring and Statistical Capacity Development (SDSN, le 17 avril 2015), p. 6.

parce que Je suis une
FILLE



AU SUJET DE PLAN INTERNATIONAL

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées.

Plan International travaille aux côtés des enfants, des jeunes, des militants et des partenaires pour lutter contre les causes profondes de la discrimination à laquelle sont confrontés les filles et les enfants vulnérables.

Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face.

Nous suscitons des changements dans la pratique et en politique, tant aux niveaux mondial et national que local en mettant à profit notre assise, notre expérience et nos connaissances.

Par l'intermédiaire de son travail, l'organisation cherche à valoriser les filles et à mettre un terme à l'injustice contre elles de sorte qu'elles puissent faire valoir leurs droits. L'initiative intitulée *Parce que je suis une fille* est à l'heure actuelle l'initiative mondiale la plus importante de Plan International. Il s'agit d'un mouvement auquel l'organisation a donné le coup d'envoi pour garantir que les filles puissent apprendre, diriger, décider et s'épanouir où qu'elles se trouvent.

Depuis plus de 75 ans, l'organisation forge des partenariats solides en faveur des enfants ; elle est aujourd'hui présente dans plus de 70 pays.

© Plan International 2016

Plan International
Block A, Dukes Court
Duke Street
Woking, Surrey
GU21 5BH
Royaume-Uni

Site internet : plan-international.org/girls
Suivez-nous sur Facebook/[planinternational](https://www.facebook.com/planinternational)
ou sur Twitter @[planglobal](https://twitter.com/planglobal)